

Ministère des Affaires Sociales
Observatoire National de la Migration



Revue de Presse de l'Observatoire National de la Migration

Décembre 2017

INTRODUCTION

La revue de presse du mois de Décembre 2017 de l'Observatoire National de la Migration comporte deux parties :

La première partie regroupe quelques chiffres clés sur :

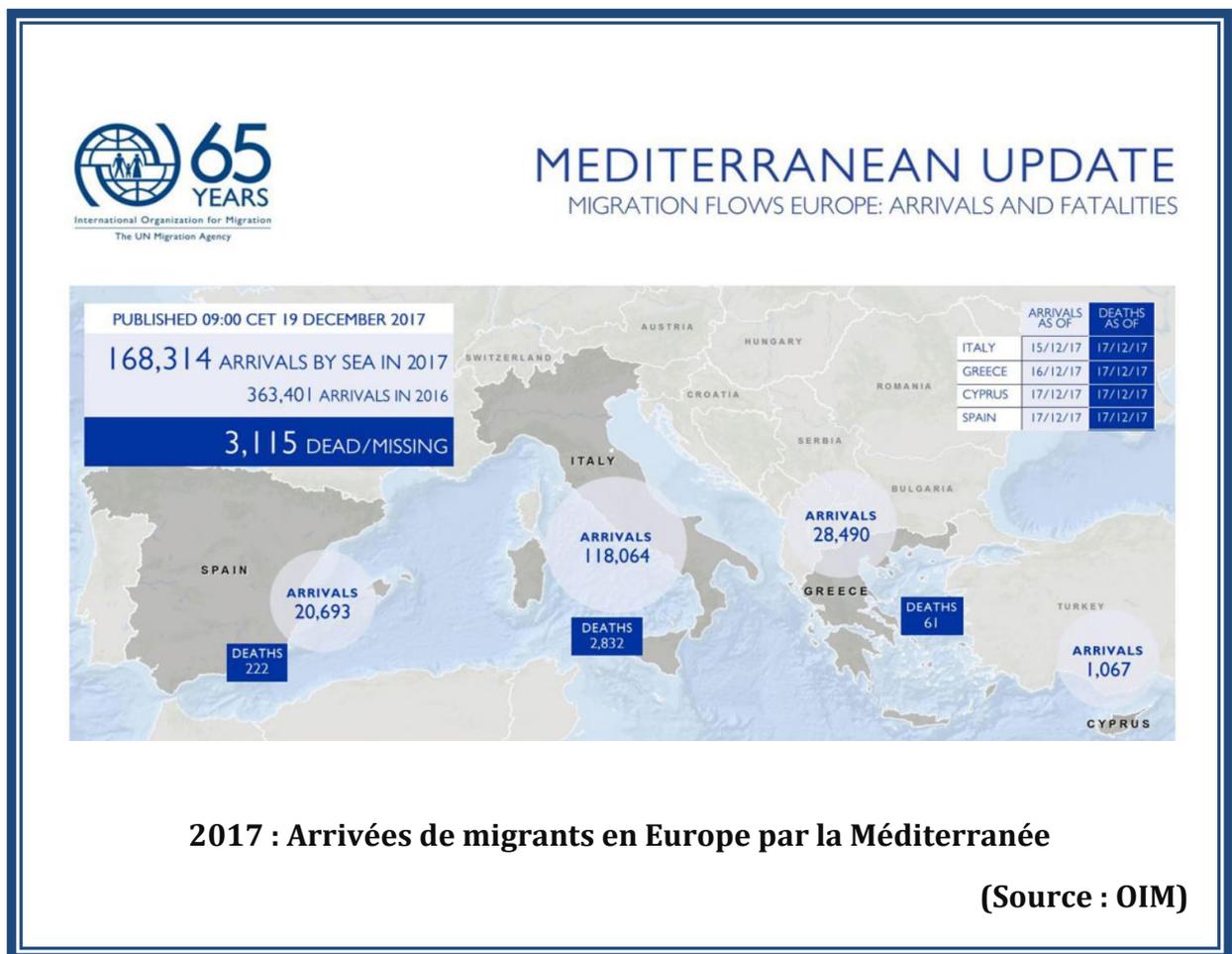
- La migration irrégulière dans le monde en 2017
- Les réfugiés dans le monde en 2017
- La migration irrégulière en Tunisie en 2017

La deuxième partie regroupe les différents titres parus dans la presse écrite et numérique au cours de ce mois.

Elle comporte 3 axes à savoir :

- L'action gouvernementale
- L'immigration irrégulière
- L'asile et les réfugiés en Tunisie

Chiffres clés sur la migration irrégulière dans le monde



en 2017



168 314 migrants et

réfugiés sont arrivés en Europe par la mer au 17 décembre 2017, selon l'OIM.

70 % sont arrivés en Italie, le reste est réparti entre la Grèce, Chypre et l'Espagne. A la même date l'année dernière, ils étaient **358 527** à travers la région.

20 693 hommes, femmes et enfants arrivés et secourus dans les eaux de la Méditerranée occidentale en 2017.

(Source : OIM)

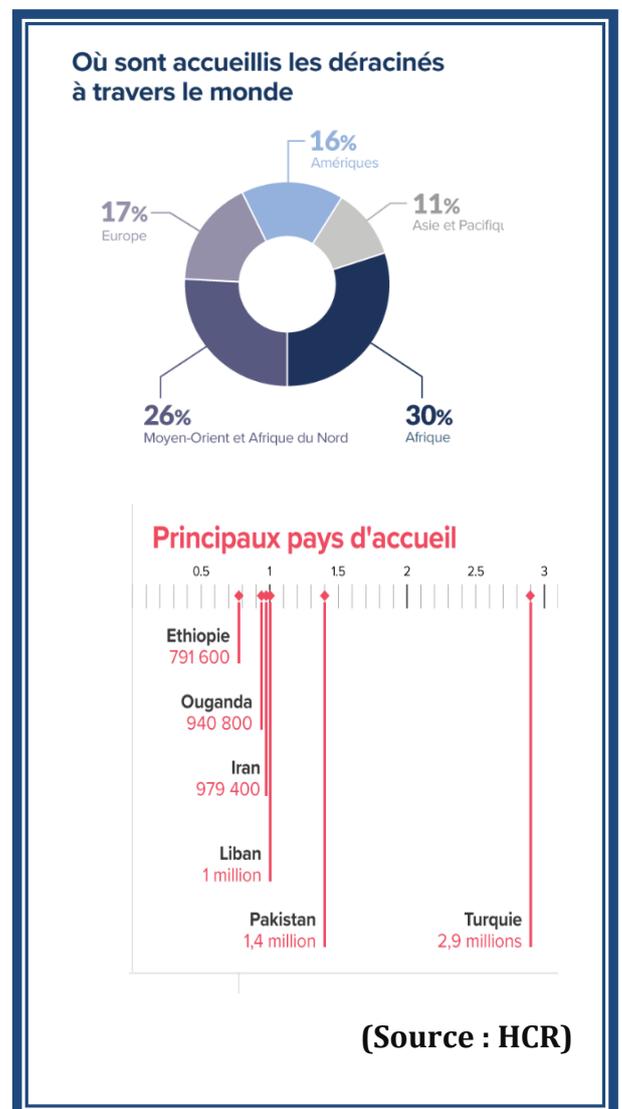
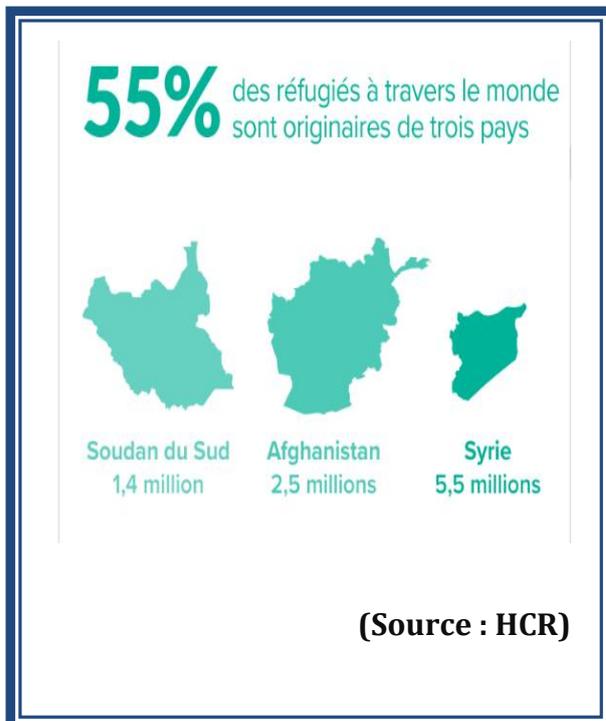
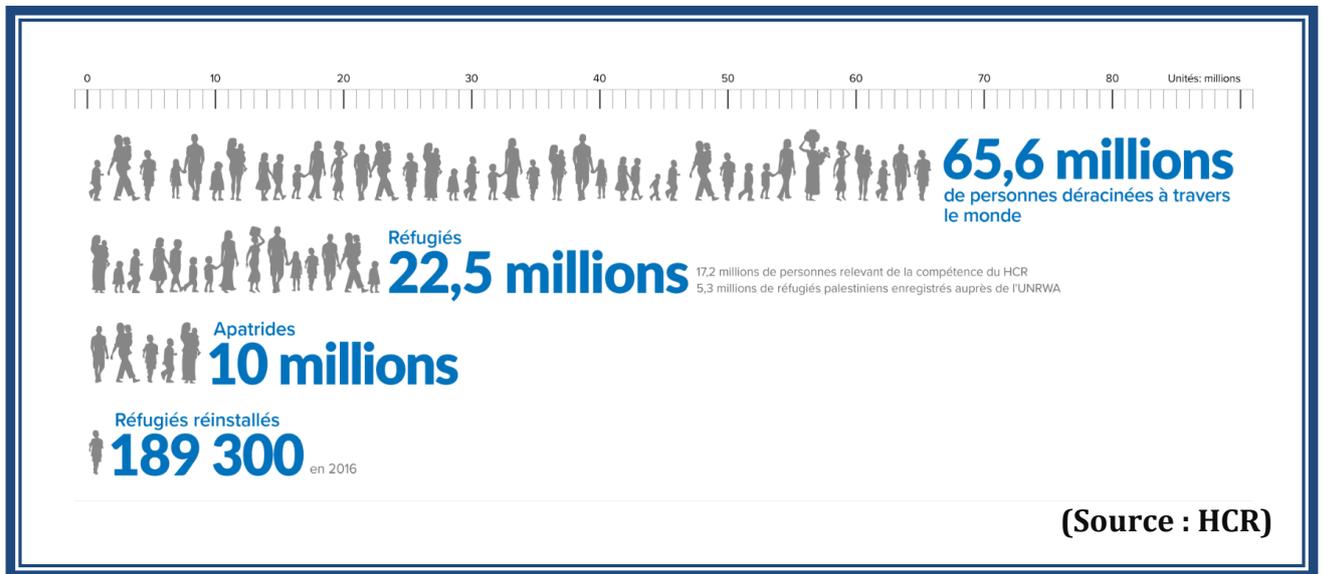
| Décès de migrants à travers le monde (1 ^{er} janvier – 4 décembre) (Source : Projet sur les migrants disparus) | | |
|---|-------|-------|
| REGION | 2017 | 2016 |
| Méditerranée | 3 091 | 4 829 |
| Europe | 90 | 56 |
| Moyen-Orient | 108 | 111 |
| Afrique du Nord | 467 | 1 291 |
| Corne de l'Afrique | 170 | 219 |
| Afrique subsaharienne | 387 | 76 |
| Asie du Sud-Est | 295 | 167 |
| Asie du Sud | 21 | 0 |
| Amérique du Nord | 1 | 0 |
| Asie de l'Est | 1 | 3 |
| USA/Mexique | 342 | 345 |
| Amérique centrale | 76 | 166 |
| Caraïbes | 156 | 104 |
| Amérique du Sud | 0 | 32 |
| Total | 5 205 | 7 399 |

(Source : OIM)

3 115 hommes, femmes et enfants ont trouvé la mort en migrant en 2017, soit environ **60%** du total recensé à la même période en 2016 (**4 962 décès**).

(Source : OIM)

Chiffres clés sur les réfugiés dans le monde en 2017 ...



Chiffres clés sur la migration irrégulière en Tunisie en 2017...

En 2017, la Tunisie a été classée au **8ème** rang parmi les principales nationalités arrivées illégalement en Italie cette année en provenance d'Afrique du Nord.

| Arrivées par la mer en Italie – Principaux pays d'origine Comparaison janvier - novembre 2017/2016 (Source : Ministère italien de l'intérieur) | | |
|--|---------|---------|
| Principaux pays d'origine | 2017 | 2016 |
| Nigéria | 18 049 | 36 352 |
| Guinée | 9 604 | 12 534 |
| Côte-d'Ivoire | 9 324 | 11 556 |
| Bangladesh | 8 938 | 7 578 |
| Mali | 7 046 | 9 416 |
| Erythrée | 6 836 | 20 176 |
| Soudan | 6 125 | 9 643 |
| Tunisie | 5 971 | 1 064 |
| Sénégal | 5 916 | 9 643 |
| Gambie | 5 774 | 11 384 |
| Maroc | 5 770 | 3 838 |
| Total tous pays d'origine | 117 042 | 173 008 |

(Source : OIM)

Le nombre des tentations de migration irrégulière, à partir de la Tunisie, est passé de **1996** en 2016 pour atteindre **2313** en 2017.

1478 est le nombre des Tunisiens rapatriés jusqu'au mois de septembre 2017.

535 d'eux reviennent de l'Italie, **115** de France, **80** de la Lybie et seulement **18** de l'Allemagne.

En 2016, le nombre des Tunisiens rapatriés était **851**.

(Source : Ministère de l'intérieur)

7988 migrants tunisiens ont été arrêtés entre janvier et fin novembre 2017. **2783** parmi eux auraient émigré au mois d'octobre dernier.

(Source : Ministère de l'intérieur italien)

Sur les **5433** Tunisiens contrôlés par les autorités italiennes à leur arrivée sur les côtes en 2017, entre **1560** et **2190** auraient été rapatriés.

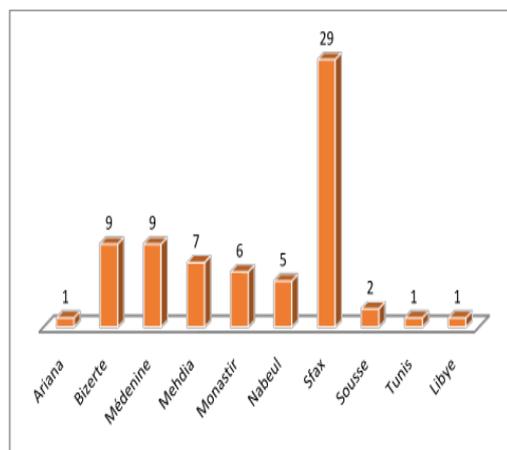
29% des Tunisiens contrôlés par les autorités italiennes à leur arrivée auraient été rapatriés.

(Source : Ministère de l'intérieur italien)

Entre **1560** et **2190** des migrants irréguliers ont subi un rapatriement « forcé » depuis le début de l'année soit un taux qui varie entre **29** et **39%** du total des Tunisiens ayant émigré irrégulièrement vers l'Italie en 2017.

(Source : FTDES & Ministère de l'intérieur italien)

112 opérations de migration irrégulière partent de Sfax qui est la **1ère** région de départ en Tunisie.



Les gouvernorats depuis lesquels les opérations de migration non réglementaire ont été interceptées de juillet à septembre 2017

(Source : FTDES)

INTRODUCTION

En parcourant l'ensemble des articles de presse écrite et numérique du mois de décembre 2017, nous avons constaté que les lignes dominantes tournent autour de trois axes à savoir : L'action gouvernementale, l'immigration irrégulière, l'asile et la situation des réfugiés en Tunisie.

Axe 1 : L'action gouvernementale

Elle s'est concentrée sur le dossier de la migration irrégulière, les migrants tunisiens disparus en Italie, les conditions de détention des migrants irréguliers et les moyens de régulariser leur situation.

Ces thèmes ont été évoqués dans le cadre de la visite du Secrétaire d'Etat chargé de la migration et des Tunisiens à l'étranger, M.Adel Jarboui accompagné d'une délégation parlementaire, en Italie.

Cette visite de travail a été suivie d'une large couverture médiatique qui était focalisée, particulièrement, sur les thèmes suivants :

- La migration irrégulière, les conditions de détention des migrants irréguliers et les moyens de régulariser leur situation
- Le suivi du dossier des migrants tunisiens disparus en Italie

- L'examen des perspectives de la migration réglementaire et la migration de la main d'œuvre tunisienne en Italie
- Les droits des Tunisiens en Italie (droits sociaux, versement des allocations familiales, le renouvellement des cartes de séjour...)
- La facilitation de l'intégration économique et sociale des Tunisiens qui résident en Italie

Axe 3 :L'immigration irrégulière

Au cours du mois de décembre 2017, l'immigration irrégulière a été évoquée, non seulement à travers les différents chiffres relevés concernant les arrestations, mais également à travers le traitement de plusieurs autres points comme les conditions de détention des migrants irréguliers aux centres d'accueil en Italie, les moyens de régulariser leur situation, le rapatriement « forcé » de ces migrants, la question des tunisiens disparus en Italie ...

Axe 3 : L'asile et les réfugiés en Tunisie

La situation des réfugiés en Tunisie marque encore l'attention des médias particulièrement en l'absence d'une loi spécifique à ce groupe de population en particulier et au statut des étrangers en Tunisie d'une manière plus générale.

Plusieurs articles de presse ont été publiés au cours de ce mois pour mettre en lumière la situation de ces réfugiés, notamment suite à la tenue de la rencontre régionale sur « Les bonnes pratiques en matière de protection des réfugiés et de gestion des flux migratoires mixtes » les 14 et 15 décembre 2017 à Tunis, à l'initiative de l'Institut arabe des droits de l'Homme (IADH) et du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Parmi les thèmes traités médiatiquement autour cette question, on a relevé :

- Suivi du projet de loi, élaboré depuis 2012 par le ministère de la Justice en collaboration avec les instances et les organisations nationales et internationales
- La coopération dans le domaine de l'immigration au niveau du financement des projets relatifs à la mise en place du cadre juridique réglementant la question de l'immigration
- La gestion commune des frontières
- Les bonnes pratiques en matière de protection des réfugiés et de gestion des flux migratoires mixtes.

L'action gouvernementale

Atelier de travail pour les acteurs du développement et points focaux Migration & Développement (M&D)

OIM 09-12-2017

L'organisme des Nations Unies chargé des migrations (OIM) a organisé, sous le haut patronage de S.E. M. Adel Jarboui, Secrétaire d'Etat chargé de la Migration et des Tunisiens à l'Etranger, un atelier de travail pour les acteurs du développement et les Points focaux gouvernementaux Migration et Développement (M&D), le Mercredi 6 Décembre 2017 à Tunis.



70 représentants ministériels et d'institutions publiques, acteurs issus de la société civile, du secteur académique et des principales institutions internationales de coopération technique ont pris part à un atelier de travail visant à faciliter la collaboration intersectorielle sur les questions M&D et promouvoir une planification collaborative, stratégique et cohérente, essentielle pour une thématique pluridimensionnelle et transversale comme la migration.

Les participants, membres des 5 groupes de travail thématiques créés depuis 2016, ont pu tout d'abord bénéficier d'une formation Migration et Développement dispensée par M. Olivier Ferrari, Expert en politiques migratoires, afin de renforcer leurs capacités en vue de faciliter la mise œuvre de la stratégie nationale Migration et Développement. Par la suite, les participants ont rejoint leurs groupes thématiques respectifs pour affiner les plans d'action sectoriels et identifier des actions clefs et concrètes à mettre en place pour atteindre efficacement les résultats préalablement identifiés.

M. Olivier Ferrari, Consultant en politiques migratoires, présentant aux participants de l'atelier de travail les relations enchevêtrées entre migration et développement.

Les cinq groupes thématiques ont été créés à l'issue d'une journée d'étude organisée par l'OIM Tunis en Mars 2016. Ils reflètent cinq grands domaines prioritaires: 1. Migration, protection juridique & protection sociale ; 2. Migration & investissement ; 3. Migration, éducation, formation professionnelle & emploi ; 4. Migration et santé ; 5. Migration & environnement. Ces groupes, coordonnés chacun par un point focal représentant le ministère responsable de la thématique en question - se sont réunis régulièrement pour travailler à l'élaboration de plans de développement sectoriels prenant en compte les questions M&D, les priorités nationales, régionales et locales inscrites dans le Plan quinquennal pour le développement (2016-2020) et les objectifs de développement durables (ODD) à l'horizon 2030. Les groupes ainsi formés favorisent au mieux une planification stratégique multisectorielle, une coordination des activités inscrites dans les cinq plans d'action et un renforcement des complémentarités intersectorielles s'appuyant sur l'expertise de chaque institution.



Au travers de discussions passionnées, les membres des groupes thématiques ont réfléchi à la mise en œuvre d'actions concrètes dans le cadre des objectifs identifiés dans les plans d'action sectoriels M&D

L'atelier s'inscrit dans le cadre de la phase II du projet conjoint OIM-PNUD Intégration de la migration dans les stratégies nationales du développement mis en œuvre par l'OIM Tunis en partenariat avec le Ministère des Affaires Sociales et financé par la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC).

Les résultats de cet atelier de travail seront présentés lors de l'atelier de restitution de la phase deux du projet prévu fin Janvier 2018.

جلسة عمل حول الاتفاقية التونسية الإيطالية للضمان الاجتماعي

Ministère des Affaires Sociales 08-12-2017



في إطار حرص كتابة الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج على الحفاظ على مصالح أفراد الجالية التونسية المقيمين بإيطاليا، والذين لم تصرف لهم المنح العائلية من قبل مصالح الضمان الاجتماعي الإيطالي، عقدت جلسة عمل صباح الجمعة 08 ديسمبر 2017 بإشراف عادل الجربوعي كاتب الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج مع الرئيس المدير العام للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي الحبيب التومي، والمدير العام المساعد للصندوق الهادي البوكري، الذان أكد أن مصالح المخولة للانتفاع بالمنح العائلية في إطار ITN6 الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي لم تتأخر في إرسال استثمارات الاتفاقية التونسية الإيطالية للضمان الاجتماعي إلى الصناديق الإيطالية المعنية بصرف هذه المنح

وتم التأكيد من كاتب الدولة على تعميم الاستثمارات وتوجيهها إلى الصناديق الإيطالية خلال هذا الأسبوع ضمانا لتمكين أبناء جاليتنا بإيطاليا من حقوقها في أحسن الأجل

الجهيناوي يلتقي في روما نظيره الإيطالي ويشرف على اجتماع

برؤساء البعثات القنصلية بإيطاليا

TAP 08-12-2017

بحث وزير الشؤون الخارجية خميس الجهيناوي ، مع نظيره الإيطالي « أنجيلينو ألفانو » واقع التعاون الثنائي التونسي الإيطالي وسبل تعزيزه في مختلف المجالات وذلك بمناسبة زيارة العمل التي أداها، امس الجمعة، إلى روما للمشاركة في أشغال الدورة الثالثة لمنتدى « ماد روما – حوارات متوسطة » الذي حضرته شخصيات سياسية ودبلوماسية وأكاديمية بارزة، وشخصيات من عالم المال والأعمال، وتطرق إلى أربعة محاور رئيسية هي الأمن المشترك والازدهار المشترك و الهجرة و الثقافة والمجتمع المدني

وحسب بلاغ اعلامي للوزارة تولى الجهيناوي و ألفانو توقيع إعلان مشترك »

إراسموس+المتوسط» للتعاون في إطار برامج تهدف إلى تعزيز اللقاءات والحوار بين شباب البلدين وتسهيل تنقلهم بالإضافة إلى دعم التعاون بين مؤسسات التعليم العالي والتكوين وتخصيص منح سنوية لفائدة الطلبة التونسيين الذين يزاولون دراستهم بإيطاليا

ويهدف الإعلان أيضا إلى دعم برنامج « إراسموس بلوس » على المستوى الأوروبي، وتفعيل التعاون على المستوى الثنائي بهدف تمكين بلدان الضفة الجنوبية للبحر الأبيض المتوسط من عدد أكبر من المنح الدراسية الجامعية

ولدى مشاركته في حلقة نقاش بعنوان « التصرف المشترك في الهجرة : بناء شراكة جديدة » رفقة كل من المفوض السامي للأمم المتحدة لشؤون اللاجئين ونائب وزير الخارجية الإيطالي ووزيري خارجية الجزائر والنيجر، قدم الجهيناوي مداخلة استعرض فيها مقاربة تونس في مجال « التصرف التوافقي في الهجرة والتنمية المتضامنة

وأبرز في هذا السياق المجهودات التي تبذلها تونس في مجال التصدي للهجرة غير النظامية ، وسعيها إلى تعزيز التعاون مع دول البحر الأبيض المتوسط في هذا المجال، على غرار التجربة النموذجية بين تونس وإيطاليا الذين يعملان سويا على مزيد دعمها من خلال إبرام إتفاق ثنائي في مجال الهجرة المنظمة

وعلى صعيد آخر ترأس وزير الشؤون الخارجية بمقر سفارة تونس بروما إجتماعا برؤساء البعثات القنصلية التونسية بإيطاليا، تم خلاله التطرق إلى سبل إضفاء مزيد من النجاعة والفاعلية على أداء البعثات وتحسين الخدمات القنصلية المسداة إلى الجالية التونسية

وحت الوزير بهذه المناسبة على مزيد تشديد الإجراءات الأمنية والوقائية لحماية مقرات البعثات القنصلية والوثائق الإدارية كما دعا رؤساء البعثات القنصلية إلى مزيد العناية بالمساجين التونسيين بإيطاليا والإحاطة بهذه الفئة الهشة من خلال تسخير محامين للدفاع عن مصالحهم وتمكينهم من ربط الصلة مع عائلاتهم بتونس.

من ناحية أخرى أكد وزير الخارجية على أهمية دور السفارة والبعثات القنصلية في تسهيل التواصل بين نواب مجلس الشعب والجالية التونسية المقيمة بإيطاليا كما لفت إلى الدور الهام للبعثات التونسية بالخارج في دعم الاقتصاد الوطني، مشددا على مزيد العمل على الترويج لتونس كقطب استثماري واعد ووجهة سياحية آمنة والتعريف بالحوافز والإصلاحات التي أقرتها تونس لاستقطاب الإستثمارات الأجنبية

وحت الوزير على مزيد العمل على تعزيز التعاون اللامركزي وبعث فرص الإستثمار والشراكة بين الجهات التونسية ونظيراتها الإيطالية، وتشجيع رجال الأعمال والمسؤولين الجهويين على المشاركة في التظاهرات والملتقيات الاقتصادية التي تقام بتونس

الصعوبات التي تعترض الجالية التونسية بصقلية محور لقاء كاتب الدولة للهجرة بممثل عن سفارة إيطاليا بتونس

Assabah 11-12-2017

الصعوبات التي تعترض الجالية التونسية بصقلية محور لقاء كاتب الدولة للهجرة بممثل عن سفارة إيطاليا بتونس

الأثنين 11 ديسمبر 2017 15:08

Partager 110 J'Like 110 G+



أعلنت كتابة الدولة للهجرة ان جلسة عمل انعقدت صباح الاثنين بمقر وزارة الشؤون الاجتماعية جمعت عادل الجربوعي كاتب الدولة المكلف بالهجرة والتونسيين بالخارج بـDario Savarese رئيس القسم الاقتصادي بالسفارة الإيطالية بتونس، في خصوص عديد الصعوبات التي يتعرض لها أفراد الجالية التونسية بمقاطعة راغوزا بجزيرة صقلية الإيطالية حيث يشتغل أغلبهم في القطاع الفلاحي ولفترات محدودة في السنة.

وقد دعا عادل الجربوعي كاتب الدولة السفارة الإيطالية بتونس إلى التدخل العاجل لدى المعهد الإيطالي للضمان الإجتماعي لـصرف المنح العائلية لفائدة العمال التونسيين في أقرب الأجل، وتفادي التأخير الحاصل، خاصة وأن مصالحي الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي بتونس قد قامت بواجبها على أحسن وجه، بعد القيام بالإصلاحات المطلوبة من الجانب الإيطالي على الاستثمارات ITN6 وإعادة توجيهها إلى الصناديق الاجتماعية الإيطالية من جديد صباح هذا اليوم بما يضمن مصالح العمال التونسيين هناك. كذلك تطرق للقاء إلى الصعوبات التي تعترض أفراد الجالية التونسية بهذه المقاطعة والمقدر عددهم بحوالي 10 آلاف تونسي في خصوص تجديد رخص الإقامة، وطلب كاتب الدولة مراعاة ظروفهم الاجتماعية والمرونة في تجديد رخص الإقامة لما تنسم به جاليتنا من جدية في العمل وسمعة طيبة.

كلمات دليلية: صقلية الجالية التونسية تونس

بنك الاسكان يقرّ جملة من التسهيلات للتونسيين بالخارج

Mosaique fm 14-12-2017

أقر بنك الإسكان اليوم الأربعاء 13 ديسمبر 2017، جملة من التدابير الجديدة لفائدة التونسيين المقيمين بالخارج، أبرزها تحسين الخدمات لفائدتهم وتسهيلها، على غرار تخفيض سعر الفائدة للقروض، والتخفيض بنقطة في عمولة الاستخلاص الكلي أو النسبي في صورة تسديد القرض قبل الأجل المحدد، وفق تصريح مدير عام البنك احمد رجبية خلال إمضاء اتفاقية شراكة مع ديوان التونسيين بالخارج



كما أعلن بنك الإسكان في ندوة له اليوم، التخفيض في العمولات الموظفة على التحويلات من الخارج، والتخفيض بنسبة 0.5 بالمائة في نسبة الفائض عن قروض السكن

توقيع إتفاقية شراكة بين بنك الإسكان وديوان التونسيين بالخارج لفائدة التونسيين المقيمين بالخارج

Ministère des Affaires Sociales 13-12-2017

أشرف كاتب الدولة لدى وزير الشؤون الاجتماعية المكلف بالهجرة والتونسيين بالخارج عادل الجبروعي، يوم الأربعاء 13 ديسمبر 2017، على موكب توقيع إتفاقية شراكة بين بنك الإسكان وديوان التونسيين بالخارج يتم بمقتضاها توفير تدابير جديدة لفائدة التونسيين المقيمين بالخارج

وأكد كاتب الدولة على أهمية هذه الشراكة والتسهيلات التي يمنحها بنك الإسكان في تمثين الصلة بين التونسيين بالخارج وبلادهم، وتعزيز مساهمتهم في المجهود الوطني للتنمية وإيجاد الدعم اللازم لتحقيق مشاريعهم بتونس

من جهته، أفاد الرئيس المدير العام للبنك أحمد رجبية خلال كلمته أن هذه الإجراءات تتمثل خاصة في التخفيض بنقطة في عمولة الاستخلاص الكلي أو النسبي في صورة التسديد قبل الأجل إضافة إلى إعادة جدولة تسديد القروض بالنسبة للتونسيين العائدين إلى أرض الوطن بعد قيامهم بمهمات محددة بالخارج

التسيق بين تونس وإيطاليا في مجال تنظيم الهجرة وإتاحة أكثر فرص عمل للمهاجرين التونسيين

Ministère des Affaires Sociales 14-12-2017

انعقدت صباح الخميس 14 ديسمبر 2017 بمقر وزارة الشؤون الخارجية والتعاون الدولي الإيطالية بروما جلسة عمل جمعت كاتب الدولة لدى وزير الشؤون الاجتماعية المكلف بالهجرة والتونسيين بالخارج عادل الجربوعي بكاتب الدولة ، رفقة مساعد رئيس مجلس النواب محمد بنصوف ورئيس لجنة Vincenzo Amendola الإيطالي للشؤون الخارجية التونسيين بالخارج بالمجلس أسامة الصغير والنائبة عن دائرة إيطاليا إيمان بن محمد



وتمحور اللقاء حول التنسيق بين تونس وإيطاليا في مجال تنظيم الهجرة وإتاحة أكثر فرص عمل للمهاجرين التونسيين، وذلك لما تتميز به العلاقات التي تجمع البلدين من عمق ومتانة. وتم التداول حول عدد من الملفات المشتركة

وتم خلال جلسة العمل النظر في التقدم في ملف المفقودين التونسيين وظروف إيقاف المهاجرين غير الشرعيين وسبل تسوية وضعياتهم كما تم التأكيد على ضرورة تجاوز الإشكالات في تطبيق الاتفاق الثنائي في مجال الضمان الاجتماعي بين البلدين

جلسة عمل للعناية الاجتماعية والنفسية بالمهاجرين التونسيين بإيطاليا

Ministère des Affaires Sociales 14-12-2017

انعقدت صباح الخميس 14 ديسمبر 2017 بالعاصمة الإيطالية روما جلسة عمل جمعت كاتب الدولة لدى وزير الشؤون الاجتماعية المكلف بالهجرة والتونسيين بالخارج عادل الجربوعي بكل من رئيسة وحدة التصرف في الهجرة Giulia Falzoi ورئيس مكتب التنسيق للبحر المتوسط ورئيس تمثيلية إيطاليا ومالطا Federico Soda بالمنظمة الدولية للهجرة. وكان كاتب الدولة مرفوقا برئيس لجنة التونسيين بالخارج بمجلس نواب الشعب أسامة الصغير وعضوي مجلس نواب الشعب عن دائرة إيطاليا محمد بنصوف وإيمان بن محمد.



وتم خلال اللقاء التأكيد على ضرورة التنسيق بين تونس والمنظمة الدولية للهجرة في مجال الهجرة المنظمة والأمنة والمنظمة والكريمة حتى تكون ضفتنا المتوسط مجالا آمنا ومفتوحا للتنقل والإدماج الاقتصادي. كما تم التأكيد على دور المنظمة في معاضدة جهود العناية الاجتماعية والنفسية بالمهاجرين التونسيين الذين وصلوا لإيطاليا في الفترة الأخيرة، والتحسيس من مخاطر الهجرة السرية.

كاتب الدولة لدى وزير الشؤون الاجتماعية المكلف بالهجرة والتونسيين بالخارج عادل الجربوعي يلتقي بمحافظة راغوزا

Ministère des Affaires Sociales 15-12-2017

التقى كاتب الدولة لدى وزير الشؤون الاجتماعية المكلف بالهجرة والتونسيين بالخارج عادل الجربوعي صباح الجمعة 15 ديسمبر 2017 بمدينة راغوزا بجزيرة صقلية الإيطالية بمحافظة راغوزا Maria Carmela Librizzi. وحضر اللقاء كل من مساعد رئيس مجلس نواب الشعب المكلف بالإعلام محمد بنصوف، ورئيس لجنة التونسيين بالخارج أسامة الصغير، والنائبة عن دائرة إيطاليا إيمان بن محمد، وقنصل تونس ببلارمو.



ودار اللقاء حول ظروف إقامة العملة التونسيين بالمحافظة وتسهيل إجراءات تجديد رخص الإقامة لهم. وأكد كاتب الدولة على ضرورة احترام حقوق التونسيين المقيمين براغوزا، واعتماد المرونة في التعامل مع الملفات. وفي خصوص المنح العائلية المتوقعة للعائلات التونسية، تعهدت المحافظة بصرف المنح بداية من شهر جانفي 2018، بعد أن تسلم الجانب الإيطالي الاستثمارات المتعلقة بالضمان الاجتماعي.

Tunisie-Libye : Caïd Essebsi rencontre le président du conseil présidentiel libyen

Espace Manager 15-12-2017



Le président de la République, Béji Caïd Essebsi, a reçu vendredi au palais de Carthage, Fayez Al Sarraj, président du Conseil présidentiel du gouvernement d'entente nationale en Libye.

M.Sarraj a affirmé que sa visite en Tunisie vient dans le cadre de la concertation permanente entre les deux pays et du souci de porter à la connaissance du chef de l'Etat les développements de la situation en Libye, ainsi que des résultats de ses concertations avec un nombre des chefs des Etats dont le président américain Donald Trump, qui ont affirmé leur appui à la stabilité de la Libye et leur attachement au processus politique parrainé par Ghassen Salamé, envoyé spécial de l'ONU en Libye.

Il a souligné le soutien des différentes parties internationales au plan onusien de règlement en Libye et l'appui aux efforts de l'émissaire de l'ONU pour l'exécution de ses étapes dont l'organisation des élections présidentielles et législatives après lui avoir assuré les conditions politiques et sécuritaires adéquates.

Cette rencontre a par ailleurs porté sur le phénomène de l'immigration clandestine. En effet, le président du Conseil présidentiel a indiqué que ce fléau était une responsabilité commune qui doit être traitée dans un cadre de coordination avec les pays européens et africains et les organisations mondiales impliquées dans cette affaire, réitérant son rejet ferme de l'installation des immigrés clandestins en Libye.

Pour sa part, le chef de l'Etat a salué les relations historiques unissant les deux pays, et a souligné l'importance qu'accorde la Tunisie afin de réaliser la stabilité en Libye rappelant que l'initiative tunisienne vise à trouver un compromis politique dans le cadre de la légitimité internationale et l'accord politique de 2015.

Caïd Essebsi s'est, en outre, félicité de l'avancement du processus politique en Libye affirmant son encouragement au dialogue et à l'alliance sujette à aboutir à un règlement définitif de la crise, appelant toutes les parties libyennes à faire mutuellement des concessions pour sauver la Libye.

Le chef de l'Etat a réitéré l'engagement de la Tunisie à poursuivre le processus politique en Libye soulignant dans ce contexte, la réunion ministérielle tripartite (Tunisie, Algérie, Egypte) sur la Libye prévue le 17 décembre courant. Cette entrevue a également débattu de plusieurs questions d'intérêt commun notamment la cause palestinienne et les répercussions de la décision de l'administration américaine de transférer son ambassade de Tel Aviv à Al-Qods.

تفاصيل ما دار في لقاء السبسي بفانز السراج

Achourouk 15-12-2017



استقبل رئيس الجمهورية الباجي قايد السبسي، اليوم الجمعة 15 ديسمبر 2017 بقصر قرطاج، فانز السراج رئيس المجلس الرئاسي لحكومة الوفاق الوطني في ليبيا وأكد فانز السراج أنّ زيارته إلى تونس تندرج في إطار التشاور المستمر بين الجانبين والحرص على إطلاع رئيس الجمهورية على تطورات الوضع السياسي في ليبيا وعلى نتائج مشاوراته مع عدد من قادة دول العالم من بينهم الرئيس الأمريكي الذين أكدوا دعمهم لاستقرار ليبيا وتمسكهم بالعملية السياسية التي يراها مبعوث الأمم المتحدة غسان سلامة

وأوضح رئيس المجلس الرئاسي لحكومة الوفاق الوطني في ليبيا دعم مختلف الأطراف الدولية للخطة الأممية للحلّ في ليبيا ومساندة جهود المبعوث الأممي في تنفيذ مراحلها وأهمها تنظيم انتخابات رئاسية وتشريعية في أفضل الأجل بعد توفير الظروف الأمنية والسياسية المناسبة للعملية الانتخابية كما أكد أنّ ظاهرة الهجرة غير الشرعية هي مسؤولية جماعية يتعين معالجتها في إطار من التنسيق والتعاون مع الدول الأوروبية والإفريقية والمنظمات الدولية ذات العلاقة، مجدداً رفضه القطعي لمبدأ توطين المهاجرين غير الشرعيين في ليبيا

من جانبه، نوّه رئيس الجمهورية بالعلاقات التاريخية العريقة بين البلدين وشدد على الأهمية الحيوية التي توليها تونس لتحقيق الاستقرار في ليبيا، مذكراً بمبادئ وأهداف المبادرة التونسية لإيجاد تسوية سياسية شاملة تحت سقف الشرعية الدولية والاتفاق السياسي لسنة 2015. ورخّب رئيس الدولة بالخطوات التي تمّ اتخاذها للتقدّم بالعملية السياسية في ليبيا وأكد دعمه لكلّ ما من شأنه أن يساهم في تشجيع مختلف الأطراف الليبية على الحوار والتوافق لتجاوز حالة الانسداد السياسي والوصول إلى تسوية نهائية للأزمة، داعياً كلّ الأطراف الليبية إلى تقديم تنازلات متبادلة من أجل إخراج ليبيا من وضعها الحالي

وجدد رئيس الدولة حرص تونس والتزامها بمواصلة إسناد العملية السياسية في ليبيا وأشار في هذا السياق إلى الاجتماع الوزاري الثلاثي التونسي الجزائري المصري المقرر عقده في الغرض يوم 17 ديسمبر الجاري بتونس

كما تطرّق اللقاء إلى عدد من القضايا ذات الاهتمام المشترك وفي صدارتها القضية الفلسطينية وتداعيات قرار الإدارة الأمريكية نقل سفارتها إلى القدس

الجربوعي يشدد على ضرورة إيجاد حلول لصعوبات يواجهها التونسيون في راغوزا

Mosaique fm 16-12-2017

عقد كاتب الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج، عادل الجربوعي، جلسة عمل مع كاتب الدولة لدى وزير الخارجية والتعاون الدولي الإيطالي، أماندولا فيتشنزو، خصصت للنظر في تقدم ملف المفقودين التونسيين وكذلك ظروف إيقاف المهاجرين غير الشرعيين وسبل تسوية وضعيتهم. كما تباحثا حول سبل تطوير التعاون والتنسيق بين البلدين في مجال الهجرة وفتح قنوات الهجرة المنظمة لفائدة اليد العاملة التونسية" حسب ما جاء في بلاغ لوزارة الشؤون الاجتماعية

وتم خلال جلسة العمل التأكيد على ضرورة التسريع في إيجاد الحلول للصعوبات التي تواجهها الجالية التونسية المقيمة في إيطاليا وخاصة في مقاطعة "راغوزا" بجزيرة صقلية فيما يتعلق بصرف المنح العائلية وتجديد رخص الإقامة إلى جانب تكثيف المساعي لتمكين المهاجرين التونسيين من فرص أكثر للعمل بإيطاليا

والتقى الجربوعي والوفد البرلماني أيضا كارميلا ماريا لبيبيزي، محافظة مقاطعة "راقوزا" بجزيرة صقلية الإيطالية وتناول اللقاء ظروف إقامة التونسيين هذه المقاطعة وتسهيل إجراءات تجديد رخص إقامتهم وتسوية بعض الوضعيات من خلال اعتماد مزيد من المرونة في التعامل مع الملفات العالقة وتسهيل إدماج التونسيين المقيمين بهذه المقاطعة إقتصاديا واجتماعيا

وأكدت المحافظة للوفد التونسي أنه سيتم صرف المنح العائلية المستحقة للعائلات التونسية بداية من شهر جانفي القادم بعد أن تسلم الجانب الإيطالي الإستثمارات المتعلقة بالضمان الاجتماعي إلى جانب اعتماد إجراءات خاصة بالتونسيين بالنسبة إلى الوضعيات العالقة

كاتب الدولة لدى وزير الشؤون الاجتماعية المكلف بالهجرة والتونسيين بالخارج يلتقي بأفراد الجالية التونسية المقيمة بروما

Ministère des Affaires Sociales 16-12-2017

التقى كاتب الدولة لدى وزير الشؤون الاجتماعية المكلف بالهجرة والتونسيين بالخارج عادل الجربوعي، مساء السبت 16 ديسمبر 2017 بالمركز الثقافي والاجتماعي بروما، بأفراد الجالية التونسية المقيمة بروما. ودار اللقاء بحضور مساعد رئيس مجلس نواب الشعب المكلف بالإعلام محمد بنصوف، ورئيس لجنة التونسيين بالخارج أسامة الصغير، والنائبة عن دائرة إيطاليا إيمان بن محمد، ونائب سفير تونس بإيطاليا والقنصل التونسي المساعد بروما



وتم خلال اللقاء الاستماع لمشاكل التونسيين بروما، وتواصلوا مع كاتب الدولة بشأن انتظاراتهم وتطوير الخدمات الموجهة لهم. كما تم التأكيد على تمسك الدولة التونسية بربط الانتماء المتواصل بين التونسيين بالخارج وبلدهم وتكثيف البرامج الثقافية وتطوير أداء الإدارة حفاظا على مصالحهم.

توقيع اتفاقية شراكة حول تطوير التواصل مع التونسيين المقيمين بالخارج عبر شبكة الملحقين الاجتماعيين

Communiqué 18-12-2017

تزامنا مع إحياء اليوم العالمي للمهاجر، أشرف كاتب الدولة لدى وزير الشؤون الاجتماعية المكلف بالهجرة والتونسيين بالخارج عادل الجربوعي، صبيحة يوم الاثنين 18 ديسمبر 2017 بباريس بمقر سفارة الجمهورية التونسية بفرنسا، على موكب توقيع اتفاقية شراكة حول تطوير التواصل مع التونسيين المقيمين بالخارج عبر شبكة الملحقين الاجتماعيين بين ديوان التونسيين بالخارج والديوان الفرنسي للهجرة والإدماج



وأكد كاتب الدولة في كلمته على أهمية هذه الاتفاقية التي ستمكن التونسيين المقيمين بفرنسا خاصة، والذين يقررون طوعا العودة والاستقرار بأرض الوطن، من الرعاية الاجتماعية والمرافقة في البحث عن موطن شغل أو بعث مشاريع اقتصادية

Isabelle ومن جهتها عبرت المديرية العامة المساعدة للديوان الفرنسي للهجرة والإدماج عن ارتياحها للروابط التاريخية المتينة التي تجمع بين مصالح الهجرة بالبلدين والتي **Delacroix** يعود أول اتفاق بينها إلى سنة 1963، مشددة على حرص الجانب الفرنسي على مزيد تطوير برامج الشراكة مع تونس بما يضمن سلامة أوضاع التونسيين عند إقامتهم بفرنسا بمختلف شرائحهم

وأشار المدير العام لديوان التونسيين بالخارج حلمي التليلي إلى أن هذه الاتفاقية تندرج ضمن المهام العادية للديوان عبر مختلف هياكله ببلدان الإقامة أو بداخل تونس، من استقبال وتوجيه ومرافقة أثناء العودة الطوعية أو المؤقتة أو النهائية

هذا، وعقد كاتب الدولة جلسة عمل مع عدد من الملحقين الاجتماعيين بالبلدان الأوروبية عبر فيها عن حرصه على مزيد الاقتراب من الجالية والعمل على مزيد التفاعل مع مشاغل الفئات الهشة بينها. وأوصى أيضا بضرورة ربط علاقات وثيقة بالكفاءات التونسية وحثها على تكثيف مساهمتها في المجهود التنموي الوطني

وحضر الموكب كل من سفير تونس بفرنسا عبد العزيز الرصاص، والقنصل العام لتونس بباريس علي الشعلاوي، وقنصل تونس ببنتان محمد الطاهر العرباوي

جلسة عمل مع كاتب الدولة للشؤون الخارجية الإيطالية

ANC 16-12-2017

عقد السيد محمد بن صوف مساعد رئيس مجلس نواب الشعب المكلف بالاعلام والاتصال والنائب عن دائرة إيطاليا صباح اليوم السبت 16 ديسمبر 2017 بروما جلسة عمل مع السيد فانسنزو أمندولا كاتب الدولة الإيطالي للشؤون الخارجية Vincenzo Amendola.

وتمحور اللقاء حول علاقات التعاون الثنائي بين تونس وإيطاليا وسبل تعزيزها في مختلف المجالات المتعلقة بالمهاجرين التونسيين المقيمين بالأراضي الإيطالية حيث تم التأكيد على ضرورة مزيد التنسيق والترفيف من حجم التعاون الثنائي بين البلدين الصديقين لتنظيم الهجرة وإتاحة فرص أوسع للعمل أمام الجالية التونسية مع مراعاة تحسين التأجير والاحاطة الاجتماعية وضرورة تجاوز الإشكالات في تطبيق الاتفاق الثنائي في مجال الضمان الاجتماعي بين البلدين وتم خلال الجلسة النظر في ملف التونسيين المفقودين وظروف إيقاف المهاجرين غير الشرعيين والوافدين عبر السواحل الإيطالية مؤخرا وسبل تسوية وضعياتهم القانونية



Une délégation tunisienne examine la situation des migrants tunisiens en Italie

HuffPost Tunisie & TAP 18-12-2017

L'avancement du dossier des migrants tunisiens disparus en Italie, les conditions de détention des migrants irréguliers et les moyens de régulariser leur situation ont été au centre d'un entretien tenu entre le secrétaire d'Etat chargé de la migration et des Tunisiens à l'étranger, Adel Jarboui et le secrétaire d'Etat italien aux Affaires étrangères et à la Coopération

internationale, Vincenzo Amendola.

L'entretien, qui s'est déroulé en marge d'une visite de travail effectuée, récemment en Italie, par le secrétaire d'Etat et une délégation parlementaire, a été aussi une occasion pour examiner les moyens d'ouvrir des canaux pour la migration réglementaire entre les deux pays et organiser la migration de la main d'œuvre tunisienne en Italie, a souligné un communiqué publié, samedi soir, par le ministère des affaires sociales.



Les deux responsables ont, aussi, examiné les moyens permettant de surmonter les difficultés que rencontre la communauté tunisienne à Raguse en Sicile, notamment, en ce qui concerne le versement des allocations familiales et le renouvellement des cartes de séjour, outre la recherche d'opportunités de travail pour les Tunisiens en Italie.

Le secrétaire d'Etat et la délégation parlementaire ont, également, eu un entretien avec le Préfet de Ragusa, Maria Carmela Librizzi qui a souligné que les allocations familiales seront versées aux Tunisiens vivant à Raguse au mois de janvier prochain et ce, après la réception des formulaires relatifs à la sécurité sociale.

En outre, l'accent a été mis sur la nécessité de faciliter l'intégration économique et sociale des Tunisiens qui résident en Italie.

Par ailleurs, Adel Jarboui et la délégation parlementaire ont rencontré des responsables de l'organisation internationale de la migration ainsi que des Tunisiens établis en Italie.

Quelque 307 opérations de migration non réglementaire ont été déjouées depuis le 1er janvier jusqu'au 12 décembre 2017, a souligné vendredi Romdhane Ben Amor, membre du Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux (FTDES) lors d'un point de presse.

D'après les chiffres du FTDES, entre le 1er octobre 2017 et le 04 décembre 2017, 59 opérations de migration non réglementaire ont été enregistrées. Le nombre de personnes arrêtées serait de 1383 dont 2,38% sont des étrangers et 1,3% des femmes.

Romdhane Ben Amor a ajouté que selon le ministère de l'Intérieur italien 7988 migrants tunisiens ont été arrêtés entre janvier et fin novembre 2017 dont 2783 auraient émigré en octobre dernier.

وضعية التونسيين العالقين في ايطاليا.. النائب محمد بن صوف يكشف معطيات جديدة

الجمعة 22 ديسمبر 2017 11:24



Partager 2

J'aime 2

G+

عزّز



قال، اليوم الجمعة، عضو مكتب مجلس نواب الشعب النائب محمد بن صوف إنه تم مؤخرا معاينة وضعية التونسيين العالقين في ايطاليا وبحث حل لمشاكلهم. وأشار في تصريح لإذاعة «اكسبرس اف ام» إلى وجود سعي من أجل تفعيل الإتفاقية التي امضاها رئيس الجمهورية الباجي قائد السبسي سنة 2011 والتي بموجبها يتمكن التونسيون العالقون في إيطاليا من تسوية وضعياتهم القانونية هنالك.

Vers la résolution de la situation dramatique des migrants tunisiens en Italie

Express Fm 22-12-2017

Mohamed Ben Souf, membre du bureau de l'ARP chargé de la communication, a déclaré, ce vendredi, 22 décembre 2017, lors de son passage à l'émission l'Expresso au micro de Wassim Bel Arbi, sur les ondes d'Express FM, qu'il a récemment été décidé d'examiner le dossier des tunisiens bloqués en Italie afin de résoudre leurs problèmes, à savoir, l'érosion de leurs droit de circulation libre et la difficulté d'accès à leurs pensions alimentaires



Par ailleurs, il a expliqué que le gouvernement travail sur l'activation de la Convention signé par le président de la République Beji Caid Essebsi en 2011 et qui permettra aux Tunisiens de régler leurs statuts juridiques en Italie, en appellent à l'intensification d'efforts pour sensibiliser les jeunes et confronter du phénomène d'immigration clandestine

A noter qu'une délégation commune incluant des députés représentants de l'Italie dirigé par le secrétaire d'Etat chargé de la migration et des Tunisiens à l'étranger Adel Jarboui s'est récemment le 13 décembre 2017, en Italie pour examiner avec les autorités italiennes les conditions de détention des migrants irréguliers et les moyens de régulariser leur situation

عادل الجربوعي: ليس هناك أي ضغوطات أو مضايقات للجالية التونسية بالإمارات

Babnet 29-12-2017

كشف كاتب الدولة لدى وزير الشؤون الاجتماعية مكلفا بالهجرة والتونسيين بالخارج عادل الجربوعي انه لا توجد اية ضغوطات او مضايقات تجاه أبناء الجالية التونسية في دولة الإمارات العربية المتحدة وأشار الجربوعي انه اتصل بالسفير التونسي في ابو ظبي الذي اخبره بان وضع الجالية كما هو عليه سابقا ولم يحدث اي طارئ وقال عادل الجربوعي انه يتمنى عودة العلاقات التونسية الإماراتية الى ما كانت عليه

La migration irrégulière

Tunisie : Arrestation d'un groupe d'individus qui planifiaient une opération d'émigration clandestine

TAP 08-12-2017

Les unités de la Garde maritime de Sousse, ont intercepté, dans la nuit de mercredi à jeudi, une embarcation au large de la région, avec à bord cinq personnes qui tentaient d'émigrer clandestinement vers l'Italie. Ages entre 21 et 32 ans, les candidats à l'émigration clandestine étaient en possession de devises étrangères, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Par ailleurs, une patrouille des gardes-côtes de Sfax a interpellé quatre personnes, de différentes nationalités, alors qu'ils tentaient de rallier l'Europe depuis les côtes.

Le parquet a ordonné aux unités de la garde nationale de prendre toutes les mesures juridiques nécessaires à l'encontre de ces individus, apprend-on de même source.

Cité Enasr : Arrestation de 10 personnes projetant d'émigrer clandestinement

Webdo 08-12-2017

Dans un communiqué rendu public ce samedi 9 décembre 2017, le ministère de l'Intérieur annonce l'arrestation, à Cité Enasr, de 10 personnes qui en train d'organiser un plan d'émigration clandestine. Le plan se résume dans une tentative de dépasser clandestinement les frontières maritimes tunisiennes en direction de l'Europe, probablement l'Italie.



Le communiqué précise que l'arrestation de ces personnes s'est effectuée dans un café de cette cité située dans le gouvernorat de l'Ariana.

Rappelons-le, une vague de migration clandestine a été observée lors des deux derniers mois dans les différentes régions côtières du pays. D'ailleurs, seulement durant la période allant du 10 au 14 octobre 2017, le centre d'hébergement de l'île de Lampedusa, Italie, avait accueilli 845 immigrants clandestins de nationalité tunisienne

المهدية: إحباط محاولة "حرقة" وإيقاف المنظم و3 وسطاء

Achourouk on line 08-12-2017

أحبطت فرقة الأبحاث العدلية للحرس الوطني بالمهدية ليلة السبت محاولة إبحار خلسة في اتجاه إيطاليا انطلاقا من سواحل منطقة "سلقطة" التابعة لمعمودية قصور الساف، وأوقفت المنظم، و3 وسطاء آخرين.



ووفق ما أفادنا به مصدر أمني فإن فرقة الأبحاث العدلية تلقت معلومة باعتزام مجموعة من الأشخاص الإبحار خلسة في اتجاه السواحل الإيطالية، فتحوّلت دورية أمنية إلى منزل مهجور واقع بمنطقة "الحسينات"، وقبضت على 48 شخصا من بينهم امرأة أُخلي سبيلهم فيما بعد، في حين تم إيقاف منظم عملية الحرقة، و3 وسطاء آخرين حُجزت لديهم مبالغ مالية بالعملات التونسية، والأجنبية.

Jendouba : Sa mère refuse de lui donner l'argent pour migrer clandestinement en Europe. Il la viole et incendie sa maison

Tunisie Numérique 08-12-2017

Un individu de 31 ans a violemment agressé sa mère, avant de mettre le feu à sa maison, dans la localité de Ghardimaou, au cours de la nuit dernière. Le seul tort de la pauvre dame était d'avoir refusé de lui donner de l'argent pour qu'il participe à une opération de migration clandestine vers l'Europe, par peur de le perdre dans un naufrage. Les agents de la garde nationale alertés par les voisins ont vite fait d'arrêter l'énergumène et de le mettre sous les verrous. Le feu a, quant à lui, eu le temps de détruire tout le contenu de la maison avant d'être maîtrisé par les agents de la protection civile.

Hedi Hamza, ce Tuniso-italien populiste qui cogne sur l'immigration

Webdo 13-12-2017

Hedi Hamza, tuniso-italien résidant à Naples, est loin d'être comme les autres. Fervent opposant à l'immigration clandestine, il est adhérent au parti « Noi Con Salvini », dirigé par Matteo Salvini.



Ce parti populiste est le principal allié de la Ligue du Nord et est connu pour ses critiques de la politique de l'Union Européenne, son rejet total de l'immigration illégale et son soutien apporté à Donald Trump, lors des élections américaines. Hedi explique à InterNapoli.it qu'un « bon père de famille doit d'abord penser aux siens et ensuite aux autres ». « Je suis proche des idées de Salvini depuis au moins 5 ans. Il est le seul politicien italien qui pense à ses citoyens », a-t-il indiqué.

La plus grande partie des migrants sont des délinquants

Concernant l'immigration clandestine, le tuniso-italien, qui a émigré en Italie en 1986 pour y travailler comme maçon, estime que la plus grande partie des migrants sont irrespectueux et des délinquants.

Selon lui, la règle en Italie est que « tout est permis », contrairement aux autres pays. « En Tunisie par exemple, je devais payer environs 100 euros à la Douane pour les effets personnels que j'avais avec moi.

Ce qui signifie que dans tous les autres pays le respect existe et les autorités appliquent les règles. Tandis qu'en Italie, on permet à tous d'entrer, souvent des personnes qui encouragent la criminalité », a-t-il expliqué.

مأساة المهاجرين التونسيين في إيطاليا

Alaraby Al Jadid 14-12-2017

منذ سنوات، تحاول السلطات التونسية، وبما أتيح لها من وسائل، إمساك الخيط الأول الذي قد ينهي مأساة أبنائها الموجودين في إيطاليا. وهؤلاء إما مهاجرون سريون موقوفون في مراكز خاصة، أو مسجونون موزعون على أكثر من مدينة إيطالية، أو مفقودون لا أثر لهم. ولا تُبدي السلطات الإيطالية جدية واضحة لتقديم معلومات وافية لشبكات المجتمع المدني التونسية والإيطالية، التي تسعى من دون جدوى إلى وضع حد لهذه المأساة المستمرة منذ سنوات، علماً أنها قضية خطيرة تتعلق بحقوق الإنسان وترتبط بالقانون الدولي. وقد تجاوزت السلطات الإيطالية القانون بحسب مراقبين تونسيين، من دون أي دور للاتحاد الأوروبي والأمم المتحدة، رغم أن أحداثاً مماثلة جندت الرأي العام الدولي لمصلحتها.



ولا يتعلّق الأمر بعشرات أو مئات التونسيين، بل بالآلاف منهم، الذين أُلقت بهم أو هام أوروبا في جحيم السجون ومراكز التوقيف، من دون أي اعتبار أو اهتمام بالمفقودين. وكانت عائلات المفقودين التونسيين في إيطاليا قد هددت ببدء إضراب عن الطعام. وتؤكد عضو اللجنة الوطنية للبحث عن حقيقة المفقودين في إيطاليا، منيرة بن شقرا، أن الأمهات اللواتي فقدن أبناءهن يبلغ عددهن 504 أمهات، ستة منهن حاولن الانتحار من خلال حرق أنفسهن، وقد توفيت اثنتان.

وتؤكد المنظمة الدولية للهجرة أن عدد المهاجرين الذين يغادرون تونس إلى إيطاليا شهد نهاية الصيف الماضي زيادة كبيرة، مؤكدة وصول 1357 تونسياً إلى الساحل الإيطالي، في حين أن أكثر من 1400 وصلوا خلال شهر سبتمبر/ أيلول وحده.

وكانت رئيسة لجنة التونسيين في الخارج، ابتسام الجبالي، قد أكدت أن إحصائيات وزارة الخارجية تشير إلى وجود 2037 تونسياً في السجون الإيطالية. ودعا وزير الشؤون الخارجية، خميس الجهيانوي، في لقاء مع رؤساء البعثات القنصلية

المعتمدين في إيطاليا، إلى مزيد من الاهتمام بالسجناء التونسيين في إيطاليا، وضرورة الإحاطة بهم من خلال تسخير محامين للدفاع عن مصالحهم، والسماح لهم بالاتصال بعائلاتهم في تونس.

وتوجّه وفد تونسي رسمي إلى إيطاليا يضم أعضاء البرلمان الممثلين عن دائرة إيطاليا وكاتب الدولة للهجرة لبحث هذا الملف. يقول النائب عن حزب نداء تونس وممثل الجالية التونسية في إيطاليا، والمتحدث باسم البرلمان التونسي، محمد بن صوف، لـ "العربي الجديد": "زيارة إيطاليا التي تستمر ثلاثة أيام تأتي في إطار متابعة أوضاع المهاجرين التونسيين غير النظاميين والوافدين بوسائل غير شرعية إلى السواحل الإيطالية في الآونة الأخيرة".

وتشمل الزيارة لقاءات مع وزير الداخلية الإيطالي ماركو مينيتي، ومساعد وزير الخارجية وعدد من المسؤولين الإيطاليين للوقوف على أوضاع المهاجرين التونسيين العالقين لدى السلطات الإيطالية في مراكز الإيواء. ويفترض بحث علاقات التعاون بين روما وتونس في مجال الهجرة غير الشرعية، والدور الذي تلعبه تونس في إدارة تدفق المهاجرين وسبل حماية الحدود البحرية التونسية.

ويقول بن صوف إن معالجة الهجرة غير الشرعية لا يمكن حلّها أمنياً من خلال تحصين الحدود وتشديد الرقابة وملاحقة المهاجرين، بل في إطار اجتماعي اقتصادي يراعي الظروف الاجتماعية والاقتصادية التي ينتمي إليها غالبية المهاجرين الذين فقدوا الأمل والثقة، ويبحثون في قوارب الموت عن سبل لتحسين ظروف العيش، حتى لو كلفهم ذلك حياتهم. ويقول بن صوف إن وضع المهاجرين غير قانوني، لكن يجب أن تدفع السلطات الإيطالية إلى الاستثمار في تونس بصفة مباشرة أو عبر موقعها المميز في الاتحاد الأوروبي، بهدف تحقيق التنمية وتأمين فرص عمل، الأمر الذي يساهم في الحد من عدد الوافدين الباحثين عن عمل خارج بلدانهم.

ويؤكد بن صوف أن الجانب الإيطالي متفهم، وقدّم وعوداً لدفع الاستثمار في تونس. والدليل على ذلك النية في دعم برنامج توسيع مشروع ديوان "رجيم معتوق" في الجنوب التونسي. ويهدف هذا المشروع إلى تنمية المنطقة الصحراوية وتحسين الحدود التونسية من خلال إعمارها وتنميتها.

وفي ديسمبر/ كانون الأول الماضي، قال رئيس المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية، عبد الرحمان الهذيلي، خلال ندوة صحافية انعقدت في العاصمة، إن نحو 35 ألف مهاجر بطريقة غير شرعية عبروا البحر المتوسط انطلاقاً من الشواطئ التونسية باتجاه أوروبا منذ اندلاع الثورة، مشيراً إلى أن الحكومة تؤكد أن عدد المهاجرين التونسيين غير النظاميين يبلغ 20 ألف شخص فقط.

Tunisie : 307 opérations de migration non réglementaire déjouées depuis janvier jusqu'au 12 décembre 2017

TAP 15-12-2017

Quelque 307 opérations de migration non réglementaire ont été déjouées depuis le 1er janvier jusqu'au 12 décembre 2017, a souligné vendredi Romdhane Ben Amor, membre du forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES).

Lors d'un point de presse tenu à Tunis à l'occasion de la célébration le 18 décembre en cours de la journée internationale des migrants, Ben Amor a indiqué que ces opérations ont abouti à l'arrestation

de 3424 migrants, 129 passeurs et 150 embarcations et autres équipements.

Selon la même source, Sfax est la région qui occupe la première place au niveau du nombre d'opérations de migration irrégulière (112), suivie de Zarzis (34) et Bizerte (32).

L'âge des migrants varie entre 15 et 60 ans et 66% sont âgés entre 20 et 30 ans.

D'après les chiffres du FTDES, entre le 1er octobre 2017 et le 04 décembre 2017, 59 opérations de migration non réglementaire ont été enregistrées. Le nombre de personnes arrêtées serait de 1383 dont 2.38% sont des étrangers et 1.3% sont des femmes.

Romdhane Ben Amor a ajouté que selon le ministère de l'intérieur italien 7988 migrants tunisiens ont été arrêtés entre janvier et fin novembre 2017 dont 2783 auraient émigré en octobre dernier.

S'agissant du rapatriement "forcé" des migrants tunisiens par les autorités italiennes et tunisiennes, l'intervenant a indiqué que le FTDES estime ce chiffre entre 1560 et 2190 depuis le début de l'année soit un taux qui varie entre 29 et 39% du total des Tunisiens ayant émigré clandestinement vers l'Italie en 2017.

Dans ce contexte, Romdhane Ben Amor a réaffirmé la position du FTDES qui plaide en faveur de la libre circulation des personnes.

La conférence de presse a été une occasion pour donner la parole aux parents de jeunes migrants tunisiens dont les corps n'ont pas encore été retrouvés depuis des mois pour les uns, voire des années pour d'autres.

"Depuis la révolution plus de 30 mille jeunes tunisiens ont émigré clandestinement vers l'Italie. 504 d'entre eux, nous avons les preuves qu'ils sont en Italie mais nous ignorons à ce jour leur sort", a souligné Jamel Eddine Mili, l'un des parents.

L'intervenant a rappelé que la commission d'enquête et de suivi du dossier des migrants Tunisiens disparus en Italie n'a fourni aucune information aux parents sur le sort de leurs enfants alors qu'elle a été créée depuis deux ans et elle a les empreintes et les analyses ADN des parents.

"Il s'agit bien du destin de nos enfants et il est hors de question que nous abandonnions cette affaire ! L'Etat doit assumer ses responsabilités et nous fournir des informations sur le sort de nos enfants qu'ils soient morts ou vifs", a-t-il insisté.

Par ailleurs, Romdhane Ben Amor a indiqué que le FTDES appelle aussi le gouvernement à consacrer un terrain à Zarzis pour le transformer en cimetière pour les migrants dont les corps sont retrouvés sur les côtes de la région et revendique la réalisation des analyses ADN pour connaître l'identité des cadavres.

FTDES: 7899 immigrants clandestins tunisiens en 2017

FTDES 16-12-2017

D'après les chiffres du Ministère de l'intérieur, du 1er janvier au 12 décembre 2017, 307 opérations d'immigrations non réglementaires ont été interceptées dont 54 durant le premier semestre de 2017.



Selon le forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, 7988 immigrants clandestins sont arrivés en Italie.

Durant le 2ème semestre de l'année 2017, le nombre d'arrestation s'est multiplié de 5.

Personnes arrêtées pour migrations non réglementaires :

Le nombre total de personnes arrêtées pour migration non réglementaires du 1er janvier au 12 décembre 2017 est de 3424. 2812 personnes ont été arrêtées durant le deuxième semestre de 2017, 4.5 fois plus que le premier semestre.

Les tranches d'âges:

La tranche d'âge la plus importante est celle de 20 à 30 ans.

Genre:

Les femmes représentent 5% des personnes arrêtées pour opérations d'immigrations non réglementaires.

Nombre de passeurs arrêtés:

Le nombre total de passeur arrêtés du 1er janvier au 12 décembre 2017 est de 129, dont 11 durant le 1er semestre 2017.

Les moyens de transports maritimes arrêtés :

Les moyens de transports maritimes arrêtés du 1er janvier au 12 décembre 2017 étaient au nombre de 150, dont 21 durant le 1er semestre 2017.

Gouvernorats de départ :

Le gouvernorat qui a connu le plus grand nombre d'opérations immigration non réglementaire arrêtés du 1er janvier au 12 décembre 2017 est celui de Sfax (principalement de Kerkennah).

Statistiques du Ministère de l'Intérieur italien

Le nombre de Tunisiens qui ont atteint les côtes italiennes du 1er janvier au 30 novembre 2017 est de 5433, dont plus de la moitié a effectué la traversée durant les seuls mois de septembre et octobre.

Depuis le mois de juin 2017 on remarque une élévation du nombre des tunisiens qui ont atteint les côtes italiennes avec un pic au mois d'octobre 2017 qui est 17 fois plus élevé qu'en octobre 2016.

Estimation du nombre de Tunisiens rapatriés par les autorités italiennes et tunisiennes

Durant les 33 premières semaines de l'année 2017 jusqu'au mois d'août, les opérations de

rapatriement de Tunisiens depuis l'Italie s'élevaient en moyenne entre 20 à 30 rapatriements par semaine.

Une estimation du nombre de rapatriements sur cette période peut donc être évaluée entre 660 et 990 rapatriements.

Lors des 15 semaines allant du mois d'août au 15 décembre 2017, les opérations de rapatriement de Tunisiens ont nettement augmenté allant à plusieurs reprises jusqu'entre 60 à 80 personnes par semaine.

Une estimation du nombre de rapatriements sur cette seconde période peut donc être évaluée entre 900 et 1200 rapatriements

Ainsi, au total le nombre de rapatriements de Tunisiens sur l'année 2017 jusqu'au 15 décembre peut être estimé comme s'échelonnant entre une estimation basse de 1560 rapatriements à une estimation haute de 2190 rapatriements.

Proportion de Tunisiens rapatriés sur le nombre de Tunisiens arrivés en Italie

Sur les 5433 Tunisiens contrôlés par les autorités italiennes à leur arrivée sur les côtes en 2017, entre 1560 et 2190 d'entre eux auraient été rapatriés.

Dans le cas de l'estimation basse de rapatriements sur l'année 2017, 29% des Tunisiens contrôlés par les autorités italiennes à leur arrivée auraient donc été rapatriés. Dans le cas d'une estimation haute, c'est 40% des Tunisiens contrôlés par les autorités italiennes à leur arrivée qui auraient été rapatriés.

حوالي 8 آلاف مهاجر غير شرعي تونسي يبلغون الشواطئ الإيطالية في 2017

Achourouk 16-12-2017

يقدر عدد المهاجرين غير النظاميين التونسيين الذين بلغوا في الفترة من 1 جانفي الى 30 نوفمبر 2017 الشواطئ الإيطالية 7988 مهاجرا، وصل أكثر من نصفهم الى إيطاليا خلال شهري سبتمبر وأكتوبر 2017 وفق ما أفاد به المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية نقلا عن احصائيات لوزارة الداخلية الإيطالية.

ولاحظ المنتدى في وثيقة احصائية حول الهجرة غير النظامية في تونس خلال سنة 2017 صادرة اليوم السبت، ان عدد التونسيين الوافدين بطرق غير نظامية الى إيطاليا خلال السنة الحالية بدأ في الارتفاع منذ شهر جوان الفارط ليبلغ ذروته في شهر أكتوبر 2017 الذي سجل ارتفاعا في عدد المهاجرين التونسيين ب 17 ضعفا لعددهم في شهر أكتوبر 2016

أما عن التونسيين الذين تم ترحيلهم من الدول الأوروبية، فتراوح عددهم، حسب ذات الوثيقة، خلال 33 أسبوعا من هذه السنة بين 1560 و 2190 تونسيا خصوصا من إيطاليا وبدرجة أقل ألمانيا وفرنسا.

وذكر المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية انه تم من بداية سنة 2017 الى غاية يوم 12 ديسمبر الجاري احباط 307 عملية هجرة غير نظامية، منها 253 عملية خلال السداسي الثاني أي 5 أضعاف عدد العمليات المسجلة في السداسي

الأول من هذه السنة، حسب معطيات احصائية لوزارة الداخلية بتونس.



وبلغ عدد الأشخاص الذين تم إيقافهم في تونس في عمليات هجرة غير نظامية 3424 شخصا منهم 2812 وقع إيقافهم خلال السداسي الثاني، الى جانب إيقاف 129 منظما لعمليات « الحرقه »، وفق ما أكدته ذات المصدر مشيرا الى ان نسبة النساء من جملة الموقوفين في عمليات الهجرة غير النظامية قدرت ب5 بالمائة.

وبخصوص توزيع الأشخاص الذين تم إيقافهم في عمليات الهجرة غير النظامية حسب الشريحة العمرية، فتمثل الفئة العمرية من 20 الى 30 سنة أعلى نسبة ب 67 بالمائة تليها الفئة من 30 الى 40 سنة بنسبة 17 بالمائة فالقطة العمرية من 15 الى 20 سنة بنسبة 13 بالمائة.

ويجد 75 بالمائة من المهاجرين غير النظاميين صعوبة في الحصول على عمل قار يحفظ كرامتهم في بلدانهم حيث كان لهم عمل هش، وفق ما خلص له تقرير أنجزه المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية وشمل عينة تتكون من 78 مهاجرا غير نظامي.

وكان المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية دعا الدول الأوروبية الى التخلي عن المقاربات الأمنية في معالجة ملف الهجرة بما يتلاءم مع المعايير الدولية ومقتضيات سياسة حسن الجوار المفترضة، مشددا على وجوب الكف فوراً عن سياسة الترحيل القسري والحجز في مراكز الايواء والتي تمسّ اغلبها بالكرامة والحياة الإنسانية.

وطالب في بيان أصدره أمس الجمعة بمناسبة اليوم الدولي للمهاجرين الموافق ليوم 18 ديسمبر من كل سنة الى حلّ « الوكالة الأوروبية لحرس الحدود وخفر السواحل » والنظر في وضع سياسات قائمة على احترام الحقوق الأساسية، بما في ذلك « حق كل فرد في أن يغادر أي بلاد بما في ذلك بلده »، مبرزاً ضرورة ضمان حق حرية تنقل الأشخاص وليس فقط رؤوس الأموال والبضائع والمبادلات التجارية.

ويجدر التذكير بان حوالي 114 ألف مهاجر غير نظامي وصلوا إلى إيطاليا في سنة 2017 بحثاً عن ظروف حياة كريمة،حسب ما أكدته المفوضية السامية لشؤون اللاجئين.

الحمامات:إحباط عملية هجرة سرية والاحتفاظ بأربعة أشخاص

Achourouk17-12-2017

تمكن اعوان فرقة الابحاث والتفتيس للحرس الوطني بنابل بالتنسيق مع فرقة الارشاد البحري بخلق الوادي مساء امس من احباط عملية هجرة سرية انطلقا من سواحل الحمامات وإيقاف 4 اشخاص من بينهم منظم الرحلة وهو عون امن كما تم حجز مركب بحري مجهز بمحرك قوة 200حصان وكمية من السجاير ومبلغ مالي من العملة الاجنبية و12حاوية من من

البنزين ومنظار وبأذن من النيابة العمومية تعهدت فرقة الابحاث والتفتيش للحرس الوطني بنابل بمباشرة التحقيق في القضية والاحتفاظ بالمظنون فيه

في اليوم العالمي للمهاجر: أين ذهب تونسيو إيطاليا 2011 ؟

Achourouk 17-12-2017

أن تعتمد منظمة في حجم الأمم المتحدة الثامن عشر من شهر ديسمبر من كل عام يوما عالميا للمهاجر فهذا يبرر لكل انسان في الأرض أن ينتقل بحرية أينما ومتى شاء. وللأسف جاءت العولمة لتذوّب الهوية في منطوق المكان وفي المقابل وضعت الحواجز أمام الناس للتنقل بحرية في أرض الله. والتونسي يفعل الإقصاء والتهميش والغربة التي فرضها الوطن عليه بفعل تركة الاستعمار وتغوّل دولة الاستقلال وسقوطها في مربع العسف والقمع والتهميش والإقصاء لم يجد له من منفذ سوى البحر... قد يموت أحيانا وقد ينتصر أحيانا أخرى... انتصار في شكل سيارة يعود بها الى أرض الوطن ليعبر عن انتقام دفين له في منطق العولمة ما يبرره



الهجرة بالأرقام

آخر رصد لتعداد التونسيين بالخارج نشرته جريدة "الشروق" في السنة الماضية فحسب إحصائيات تعود الى سنة 2012 يبلغ عدد التونسيين المقيمين بالخارج بشكل شرعي 1.213 مليون مهاجر. وهو رقم حسب مصدر من وزارة الخارجية لم يتطور كثيرا منذ التاريخ المذكور.

وبلغت نسبة التونسيين المقيمين بالخارج البالغين أقل من ثماني عشرة 22,7 % و يمثل الرجال 63,5 % والنساء 36,5 فيما وصل عددهم من حاملي الجنسية المزدوجة 30 % . إضافة الى ذلك بلغ عدد الطلبة والتلاميذ التونسيين المسجلين في 4000 مسجل ويحول مجموع التونسيين المقيمين خارج البلاد سنويا أكثر من 235,602 الجامعات والمدارس الأجنبية مليون دينار ...

وإن كانت الدول الأوروبية تاريخيا الوجهة المفضلة للتونسيين فإن السنوات الأخيرة شهدت إقبال التونسيين على دول جديدة وبعيدة جغرافيا عن بلادنا كالولايات المتحدة الأمريكية وكندا وأستراليا وأفريقيا الجنوبية وروسيا واسكتلندا والبرازيل واليابان والصين علما أن عدد الكفاءات التونسية التي تنهات أكبر الشركات والمخابر والمؤسسات العلمية العالمية للفوز بخدماتها بلغ 7700 تونسي. وعلى أهمية هذه الأرقام فإن الدولة التونسية قبل الثورة وبعدها لم تتعامل مع الجالية التونسية المقيمة بالخارج كثروة ثقافية وعلمية قادرة على الاضافة للتراكم الذي تصنعه مختلف الشرائح الاجتماعية في الداخل بل واعتبرت هجرة التونسيين فقط كمصدر للعملة الصعبة وحل لظاهرة البطالة وخزان انتخابي ودعائي لمختلف الاحزاب بما

في ذلك التي تولت السلطة بعد سنة 2011

الهجرة السرية وتونس

إضافة الى ما يزيد على المليون تونسي الذين يعيشون خارج حدود البلاد ثمة الالاف من المنسيين سواء في تعداد الدولة وحتى لدى منظمات الإغاثة... هم مواطنون تونسيون ضاقت بهم السبل فاخترت البحر ملاذا لهم...منهم من وصل سالما الى الضفة الأخرى من المتوسط ومنهم من قد نتاوله في مطاعنا سمكا شهيا...وفي كل الحالات يغادر سنويا تونس خلسة حسب ارقام وزارة الداخلية ما يناهز العشرة الاف مهاجر سري...بينهم من تتولى السلطات القبض عليه قبل ان يمتطي قوارب الموت ومنهم من يصل سالما الى أولى الجزر الإيطالية. وترحل السلطات الإيطالية الى تونس باعتبارها اهم وجهة للهجرة السرية ما يقارب الاف مواطن تونسي. وفي اتفاق مهين مع الدولة التونسية ترحل إيطاليا رعايانا عبر مطارات ثانوية غير مطار قرطاج بغاية تجنب ردود أفعال المرحلين رغم التجاوزات القانونية التي ترتكبها السلطات الإيطالية في طردها في غالب الاحيان لمهاجرين لم يحسم القضاء الإيطالي وفي باقي بلدان الإقامة في شأنهم. وللأسف تتعامل السفارات التونسية أكثر قسوة مع مواطنينا من سلطات بلد الإقامة.

ويكفي فقط التذليل على قرار المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان التي ادانت إيطاليا بسبب شروط احتجازها مهاجرين تونسيين قبل إعادتهم بشكل جماعي إلى تونس في سنة 2011 للوقوف عند حجم جريمة الدولة التونسية. وقالت المحكمة إن الشروط التي احتجز فيها هؤلاء المهاجرون في مركز للاستقبال في جزيرة لامبيدوزا ان الدولة الإيطالية «مست بكرامتهم وشككت المحكمة في شرعية احتجاز هؤلاء المهاجرين ثم اختفائهم» والسؤال اين هم هؤلاء الذين هاجروا عقب انهيار النظام السابق

الهجرة والإرهاب

من بيع الأعضاء الى الزج بهم في معارك موهومة في سوريا وليبيا والعراق تتحدث بعض التقارير على ان الاف المهاجرين التونسيين السريين تم استغلال أوضاعهم للمتاجرة بأعضائهم مقابل الصمت على ظروف أقامتهم او اقتناعهم بالجهاد في سبيل الله. فحسب المعهد التونسي للدراسات الاستراتيجية ثمة 20 ألف تونسي هاجروا بعد 2011 باتجاه إيطاليا. لذلك تم تأسيس جمعية "أمهات المفقودين" بدعم من الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان. ورغم تأسيس هذه الجمعية فإنها فشلت في الكشف عن حقيقة اختفاء الشباب التونسيين المفقودين في السواحل الإيطالية الذين غادروا البلاد في قوارب الهجرة غير الشرعية منذ سنة 2011..وفي علاقة بالمفقودين التونسيين منذ سنة 2011 في السواحل الإيطالية بين المعهد الوطني لصحة المهاجرين في إيطاليا في مراسلة إلى الدولة التونسية بتاريخ 10 جوان 2013 ان طريقة تعاملها مع ملف المفقودين "غير جدية". ووافاد المعهد مستندلا بنسخة من هذه المراسلة، ان تونس لم ترسل الى المعهد الوطني لصحة المهاجرين في إيطاليا سوى 80 تحليلا حينما فقط تبين ان 40 تحليلا يتعلق بمفقودين بين سنة 2004 و2007. . وتطالب أمهات المفقودين في السواحل الإيطالية منذ سنة 2011 الى اليوم بالإسراع في الكشف عن مصير ابنائهن. ولطالما ذكرن رئيس الجمهورية الحالي الباجي قايد السبسي بالإيفاء بوعوده الانتخابية المتعلقة بالتدخل لدى السلطات الإيطالية من اجل اعادة هؤلاء الشبان الى عائلاتهم

L'Italie, la France et l'Allemagne continuent de renvoyer des migrants tunisiens

Tunisie Numérique 18-12-2017

Au total 7.988 émigrants irréguliers tunisiens ont réussi à entrer sur le territoire italien, dont plus que la moitié durant les deux mois de septembre et d'octobre, selon le Forum tunisien pour les droits

économiques et sociaux (FTDES) cité par l'agence de presse TAP.

La même source a ajouté que le nombre d'émigrants clandestins tunisiens a commencé à s'accroître depuis le mois de juin pour atteindre son seuil en octobre où le nombre a progressé de 17 fois par rapport au même mois de l'année 2016.



Le FTDES a également fait savoir dans son communiqué qu'entre 1.560 et 2.190 tunisiens ont été rapatriés depuis l'espace européen tout au long des 33 premières semaines de l'année principalement depuis l'Italie, la France et l'Allemagne.

Du 1er janvier jusqu'au 12 décembre, quelques 307 opérations d'émigration non réglementaire ont été interceptées par les autorités tunisiennes dont 253 opérations durant le deuxième semestre, toujours selon les chiffres du FTDES citant le ministère tunisien de l'Intérieur.

Dans ce sens, 3.424 émigrants irréguliers étaient arrêtés dont 2.812 juste au cours du deuxième semestre de l'année en cours. En plus, 129 organisateurs d'émigration illégale ont été interceptés. Les femmes représentent 5% des personnes impliquées dans des émigrations irrégulières.

ضبط 11 شخصاً على متن باخرة اللود يعتزمون اجتياز الحدود البحرية خلسة

Tunisie Numérique 18-12-2017

تمكنت يوم امس الاحد الوحدات المكلفة بتأمين السفرات البحرية على متن باخرة « اللود » بين مدينة صفاقس وجزيرة قرقنة من ضبط 11 شخصا بينت التحريات معهم أنهم كانوا يعتزمون المشاركة في عملية اجتياز الحدود البحرية خلسة انطلاقاً من سواحل قرقنة

واشار بلاغ صادر عن وزارة الداخلية ان أعمار هذه العناصر تتراوح بين 15 و 23 سنة قاطنين بولايات مدنين، تطاوين وصفاقس كما تم حجز مبلغاً مالياً قدره 280 « أورو » من العملة الأجنبية والفين دينار من العملة التونسية لديهم وباستشارة النيابة العمومية أذنت باتخاذ الإجراءات القانونية في شأنهم

Tunisie : une ONG exige des tests ADN pour identifier les migrants morts en mer

Tunisie Numérique 18-12-2017

Lundi 18 décembre, journée internationale des migrants. C'est l'occasion choisie en Tunisie par une ONG pour faire une requête d'envergure : que l'on prélève l'ADN des malheureux candidats à l'immigration clandestine, morts lors de leur périple en mer Méditerranée, afin de créer une base de données.

L'idée paraît avant-gardiste pour certains. Mais les défenseurs de cette initiative avancent le fait que cela permettra d'identifier plus facilement les migrants morts, dans le but de permettre à leur famille de faire leur deuil.

Romdhane Ben Amor, du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES) : « On accuse souvent les Italiens de ne pas nous donner l'identité des cadavres » de migrants Tunisiens repêchés dans leurs eaux.

Il y a des familles qui savent que les corps de leurs enfants ont échoué en Tunisie et qui demandent à récupérer leurs corps. Mais on ne peut pas les leur donner...

Dans l'intérêt des familles des disparus

Il ajoute de même que le gouvernement tunisien doit lui aussi « répondre aux attentes des familles des personnes disparues dans le cadre de la migration non-réglementaire, qui ont le droit de connaître le sort de leurs enfants » et parle d'une « tragédie humaine ».

Romdhane Ben Amor continue son argumentaire en insistant sur le fait que, rien qu'en Tunisie, des centaines de familles souffrent du fait du manque total d'informations sur le sort de leurs proches disparus en mer.

« Il y a des familles qui savent que les corps de leurs enfants ont échoué en Tunisie et qui demandent à récupérer leurs corps. Mais on ne peut pas les leur donner, car on ne connaît pas l'identité des personnes qui sont décédées et on a des tombes anonymes », révèle Rim Bouharou, chargée du département recherche sur la migration au sein du FTDES.



Des tombes sans aucune inscription qui permette l'identification

Chamseddine Marzoug est un ancien pêcheur. Il a désormais une nouvelle occupation : enterrer les nombreux cadavres de migrants, échoués sur les berges à proximité de Zarzis, dans le sud de la Tunisie. Chamseddine le fait de façon bénévole. Il enterre les corps des malheureux sur un terrain vague.

Sur les tombes, aucun nom, ni date de naissance, ni même date de décès. Rien qu'un numéro, permettant de retrouver la trace d'un bref compte-rendu du médecin légiste local.

« Nous demandons un cimetière respectueux et des tests ADN, parce que peut-être un jour, des gens viendront chercher leurs familles. », s'exclame l'ex-pêcheur. Mais il n'y a pas que le cimetière de Zarzis qui recueille les corps des migrants en Tunisie.

D'autres endroits de ce type sont recensés dans le reste du pays. Malgré cela, le constat est toujours le même : par manque de prélèvements ADN, les morts ne sont pas retrouvés par leurs proches qui du coup, ne peuvent pas leur offrir des funérailles dignes de ce nom.

Jusqu'à ce jour, les tests ADN sont le moyen le plus sûr permettant d'identifier les personnes disparues. L'exemple de la Bosnie-Herzégovine est un cas d'école. En effet, bon nombre de disparus après l'effroyable guerre des Balkans avaient été retrouvés entassés dans des fosses communes, sans identification.

18 Décembre, Journée Internationale des migrants : Le lourd bilan tunisien

Webdo 18-12-2017

Ce lundi 18 décembre 2017, la Tunisie célèbre la Journée internationale des migrants. Proclamée depuis décembre 2000, cette journée commémore « la Convention internationale des droits des migrants ».



La migration a malheureusement un aspect bien plus dramatique en Tunisie et en méditerranée. Selon l'Office international des migrations (OIM), plus de 100.000 personnes ont traversé la Méditerranée durant l'année 2017 de façon clandestine.

En Tunisie, 307 opérations de migrations clandestines ont été interceptées du 1er janvier jusqu'au 12 décembre 2017, et abouti à l'arrestation de 3424 migrants, 129 passeurs et 150 bateaux. Selon un communiqué du Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES) la majorité de ses opérations a pour points de départ Sfax (40%), suivie de Zarzis et Bizerte.

En Italie, selon le ministère de l'Intérieur italien 7988 migrants tunisiens ont été arrêtés en

2017 et se trouvent dans des centres de détention en attendant un rapatriement « forcé ».

Le chiffre le plus douloureux reste celui des disparus en mer. Sur les 30.000 Tunisiens qui ont émigré clandestinement vers l'Italie depuis 2011, plusieurs ont disparu sans laisser de trace et leur sort est inconnu. Par ailleurs à l'occasion de cette journée le FTDES et Alarmphone Tunis organisent durant deux jours les 18-19 décembre 2017 à l'avenue Habib Bourguiba à Tunis une conférence autour des enjeux migratoires en Tunisie. Ces journées seront ouvertes au public et à la société civile.

Des expositions de photos, une pièce de théâtre de rue, des projections de vidéos et de films sur la migration sont programmées. Un espace sera ouvert pour accueillir les familles des migrants tunisiens disparus et leurs témoignages.

A noter que –Alarmphone est une ligne téléphonique permanente qui assiste les opérations de sauvetage des personnes en situation de détresse en Méditerranée...

Migration clandestine : Lampedusa a accueilli 8700 Tunisiens depuis 2011

Webdo 18-12-2017

L'ancien président du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, Abderrahmen Hedhili, a déclaré que 8700 jeunes tunisiens sont arrivés à Lampedusa depuis la révolution, alors que 3500 autres ont été empêchés de franchir la frontière tunisienne.

Hedhili a souligné, lors de sa communication à la conférence sur « la migration des jeunes dans un monde en mutation » tenue ce mardi, à Sidi Bouzid, à l'occasion de la célébration du 7e anniversaire de la Révolution du 17 décembre 2010, que l'interruption scolaire qui touche plus de 100 mille élèves, essentiellement, dans les quartiers populaires et les régions de l'intérieur, est l'une des principales causes de la prolifération du phénomène de l'émigration des jeunes.

Envoi des jeunes aux zones de conflits

De son côté, Hassan Hermassi, professeur à l'Université de Carthage a évoqué la version la plus dangereuse du phénomène de l'émigration clandestine celle destinée aux zones de conflit pour rejoindre les groupes terroristes à l'étranger. Selon lui, 12 mille jeunes tunisiens ont été enrôlés par ces groupes.

Pour sa part, Abdeljalil Bouguerra, professeur à l'Institut supérieur d'histoire de la Tunisie, met l'accent sur la fuite des cerveaux dans le monde arabe signalant que 54% des étudiants arabes inscrits à l'étranger ne retournent pas dans leur pays à la fin de leurs études pour plusieurs raisons dont la faiblesse de l'infrastructure de la recherche, le manque de liberté de pensée et l'absence de réforme religieuse approfondie.

Les Tunisiens à Lampedusa

En septembre, le maire de Lampedusa Salvatore Martello avait averti que son île « s'effondre » à cause des « menaces, harcèlement et vols » causés par des migrants venus d'Afrique du

Nord.

Martello, cité par l'agence italienne ANSA, avait déclaré que les policiers sont actuellement « impuissants » et ont demandé la fermeture du centre de migration « inutile » de l'île.

Le maire avait également déclaré que « malheureusement, demander aux migrants de respecter les mêmes règles qui s'appliquent aux Lampedus et aux autres citoyens italiens, est synonyme de racisme selon certaines personnes ».

Le responsable italien avait également attaqué les migrants qui ont fait le voyage en provenance d'Afrique du Nord, notamment les Tunisiens qui semblent semer la pagaille sur l'île. « Les bars sont pleins de Tunisiens saouls qui harcèlent les femmes. [...] »

Je reçois des dizaines de messages de touristes, d'hôteliers, de commerçants et de restaurateurs effrayés qui souffrent quotidiennement », avait-t-il déploré, ajoutant qu'il y avait « 180 Tunisiens au centre qui contournent régulièrement les règles de sécurité ».

Présentation du projet d'appui à l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes exposés à la migration clandestine

Webmanagercenter- 21-12-2017

Les travaux d'un atelier sur la préparation du projet d'appui à l'insertion socio-économique - des jeunes et des femmes exposés à la migration clandestine ont démarré mercredi à la - Manouba.



Ce projet est financé par le bureau de la coopération italienne pour le développement et mis en place en partenariat avec l'union tunisienne de solidarité sociale (UTSS) et le centre d'information et d'éducation au développement en Italie.

Cet atelier est consacré à la détermination du rôle et de la responsabilité de chaque partenaire impliqué dans la préparation de ce projet, a déclaré à la correspondante de l'agence TAP dans

la région, Mohamed Khouini, président de l'UTSS.

“Le projet est d'une grande importance étant donné qu'il jouera un rôle déterminant dans la protection des jeunes de la région du grand Tunis des risques de la migration clandestine”, a-t-il estimé.

Khouini a annoncé qu'un espace de vulgarisation et de formation sera créé, dans le cadre de ce projet, à la Manouba, précisant qu'il ciblera, à partir du janvier prochain près de 2500 bénéficiaires issus de tous les gouvernorats du district du grand Tunis.

“Cette rencontre a permis de présenter les composantes de ce projet, ses objectifs et la population cible composée notamment des personnes exposées à la migration clandestine”, a-t-il indiqué.

Il a indiqué que ce projet est destiné aussi aux membres des organisations de la société civile, des associations féminines, des jeunes tunisiens immigrés ou revenant de l'immigration en chômage, et des personnes qui trouvent des difficultés à bénéficier des services d'orientation, d'apprentissage et d'insertion professionnelle.

“Le projet sera également chargé du financement des jeunes qui veulent créer leurs propres projets, notamment dans les domaines de l'économie verte et les techniques numériques”, a-t-il fait savoir, signalant qu'une enveloppe d'un million de dinars leur sera allouée.

Selon le responsable l'UTSS, ce projet aidera aussi à promouvoir les idées de création de petits projets et à renforcer les services sociaux et d'accueil au profit des immigrés et des personnes revenant de l'immigration.

Parmi les participants à cet atelier figurent, notamment, l'équipe exécutive et la directrice de ce projet ainsi que les représentants des directions régionales et des associations.

La dramatique situation de migrants en Italie et le silence complice des autorités tunisiennes

Espace Manager 22-12-2017

Le reportage diffusé, au cours de la soirée de jeudi 21 décembre 2017, dans l'émission « Ce qui n'a pas été dit » animée par Hamza Belloumi sur la chaîne Al HiwarEttounsi, sur la situation des migrants tunisiens à Lampedusa est écoeurant et nous interpelle tous, gouvernement, partis politiques société civile et médias. Des jeunes tunisiens qui ont pris le large attirés par de fausses sirènes de l'Eldorado européens se sont trouvés en proie au froid, à la faim et au harcèlement de la police italienne.

Les témoignages sont affligeants à fondre le cœur. Une centaine de jeunes dont cinq femmes, passent leur nuit dans des grottes insalubres, exposés à tous les dangers. Ils côtoient les insectes, les reptiles et les rongeurs. Un véritable drame de la migration clandestine. Selon leurs déclarations, la traversée leur a coûté en moyenne 4.000 dinars chacun. L'une des cinq femmes a affirmé avoir vendu ses objets pour pouvoir rejoindre leur côté de la Méditerranée.



Au mois d'octobre dernier, une soixantaine de migrants tunisiens ont observé une grève de la faim pour attirer l'attention des autorités italiennes et tunisiennes sur leur situation. Aucun écho ni réaction. « Ni la faim, ni la soif, ni les nausées, ni les vomissements, ni les conditions difficiles ne nous font autant de mal que le silence complice sur la violation de notre droit de circulation, sur les politiques injustes, sur les déportations forcées juste parce que nous sommes des Tunisiens et que notre gouvernement accepte ceci dans des accords non divulgués », ont-ils déclaré.

Pourtant, une délégation tunisienne conduite par le secrétaire d'Etat chargé de la migration et des Tunisiens à l'étranger Adel Jarboui s'est récemment rendu en Italie pour examiner avec les autorités italiennes les conditions de détention des migrants irréguliers et les moyens de régulariser leur situation. Elle a rencontré le secrétaire d'Etat italien aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale, Vincenzo Amendola et s'est entretenue avec des responsables de l'organisation internationale de la migration ainsi que des Tunisiens établis en Italie.

Or, selon le député Riadh Jaidane la délégation tunisienne a signé, à Rome, « un accord avec les autorités italiennes pour l'expulsion forcée des sans-papiers tunisiens ». Un autre accord aurait été signé, selon le député, avec les autorités françaises « afin d'encourager le retour volontaire des Tunisiens résidant en France mais sans aucune contrepartie ». Jaidane qui a été élu sur une liste indépendante en France, « l'Appel des tunisiens à l'étranger », s'insurge contre ce genre d'accord qui sacrifie les droits des Tunisiens. « Les sujets qui intéressent nos compatriotes n'ont pas été abordés. Il cite « la nécessité de modifier les termes de l'accord franco-tunisien en matière de sécurité sociale ou la révision de l'accord franco-tunisien de 2008 relatif à la gestion des flux migratoires (Rappelons qu'il a mis fin aux avantages de l'accord de 1988) ou la facilitation des démarches de nos "sans papiers tunisiens" qui résident depuis plusieurs années sur le territoire français et qui ont des familles ou des enfants scolarisés en France »...

Contrairement aux autres pays maghrébins, la Tunisie a accepté le refoulement et le ressortissants. Une enveloppe de 350 millions d'euros aurait été allouée par l'Union Européenne pour la réinsertion de jeunes rapatriés et une prime de 3.000 euros serait allouée à chacun d'entre eux. Entre 1.560 et 2.190 tunisiens ont été rapatriés depuis l'espace européen tout au long des 33 premières semaines de l'année et notamment depuis l'Italie, la France et l'Allemagne. Des vols charters sont organisés, chaque semaine, à partir de ces pays pour atterrir à l'aéroport Enfidha. En moyenne 80 migrants sont expulsés de l'Italie par semaine.

Selon le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), 7.988 migrants tunisiens ont réussi à entrer irrégulièrement sur le territoire italien, dont plus que la moitié, durant les deux mois de

septembre et d'octobre 2017. Ce chiffre a commencé à s'accroître depuis le mois de juin pour atteindre son seuil en octobre où le nombre a progressé de 17 fois par rapport au même mois de l'année 2016.

سيدي بوزيد: عائلات ضحايا مركب الهجرة غير الشرعية يطالبون بكشف الحقيقة

Achourouk27-12-2017

نقذ صباح اليوم اهالي وعائلات ضحايا مركب الهجرة غير الشرعية التي جدد في 7 أكتوبر وقفة احتجاجية أمام مقر ولاية سيدي بوزيد للمطالبة بكشف حقيقة الحادثة ومحاسبة الاطراف التي تقف وراء الحادثة.

واكد المشاركون في التحرك الاحتجاجي انهم سيواصلون الدفاع عن حق ابنائهم الذين اضطروا لركوب قوارب الموت جراء المعاناة التي يعيشها شباب بئر الحفي.



واشار المحتجون الى ضرورة تعجيل السلط القضائية بالنظر في القضية و الحسم فيها حتى لا يقع تناسي القضية و ان عائلات الضحايا لم يقع توفير الإحاطة النفسية بها كما سبق أن صرح به رئيس الحكومة سوى من السلط الجهوية او المركزي

150000 immigrants clandestins arrêtés aux Etats-Unies

Shems Fm 27-12-2017

Les autorités ont arrêté près de 150 000 immigrants clandestins aux États-Unis. Cette année, selon un nouveau rapport. Les autorités américaines des douanes et de l'immigration ont déclaré dans un rapport annuel avoir procédé à 143 470 arrestations administratives au cours de l'exercice fiscal 2017, soit une hausse annuelle de +30% sur un glissement annuel.

Une arrestation administrative consiste à arrêter un étranger pour violation civile des lois sur l'immigration, et l'affaire est ensuite tranchée par un tribunal de l'immigration ou par une autre procédure administrative

Sur ce total d'arrestations, 110 568 ont eu lieu après le 20 janvier, un chiffre en progression de +42% par rapport à la période équivalente l'année passée

Tunisie – Bizerte : Mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine

TAP 27-12-2017

Les gardes-côtes à Bizerte ont réussi, mercredi, à sauver la vie à sept personnes dont l'embarcation était sur le point de couler au large Ghar El Melh alors qu'ils tentaient une opération d'émigration illicite vers les côtes italiennes, a indiqué source sécuritaire.

Les rescapés, originaires du gouvernorat de l'Ariana, ont été interceptés à environ 15 miles de l'île de "Monbasta" à Ghar El Melh, dans une situation grave après que leur embarcation s'est remplie d'eau, ajouté la même source.

Bilan 2017 : Les clandestins tunisiens rêvent toujours d'un Eldorado européen

french.china.org.cn- 31-12-2017

Sfax, la deuxième province économique tunisienne au centre-est du pays au bord de la Méditerranée, se démarque comme le principal point de départ pour la majorité des migrants clandestins tunisiens.

Sur les onze premiers mois de 2017, quelque 7.988 d'entre eux ont réussi à entrer sur le territoire italien, surtout via les îles méditerranéennes dont Lampedusa, selon une étude du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES).

Le nombre de migrants clandestins a commencé à s'accroître depuis juin dernier pour atteindre un pic en octobre où il a ainsi été 17 fois supérieur au même mois en 2016.

Parmi ceux partis pour l'Europe, 67% sont des jeunes âgés entre 20 et 30 ans qui sont soit au chômage, soit ayant un emploi précaire.

Plus inquiétant, a alerté le président du FTDES, Messaoud Romdhani, pas moins de 40% des Tunisiens, dont la quasi-majorité sont âgés de 20 à 30 ans, cherchent à rejoindre l'Europe de la même façon.

Dos au mur, des jeunes abandonnés à leur sort

"Il avait une vie normale, tout comme les amis de sa génération", a regretté Rached Dermouli, 56 ans, endeuillé depuis le 8 octobre dernier par la mort de fils aîné Nader lors d'une tentative

d'émigration clandestine au large des îles de Kerkennah, un archipel de la province de Sfax.

Nader, né en 1994 dans la province de Kébili (sud), proche du Sahara, était à bord d'une embarcation en compagnie de plus de 94 jeunes clandestins avant qu'elle ne soit interceptée par un bâtiment de la Marine tunisienne dont l'intervention agressive a causé pas moins de 45 morts.

"Nader avait perdu tout esprit d'appartenance citoyenne le reliant à sa patrie", a expliqué M. Dermouli à Xinhua, en retraçant les deux dernières semaines qui ont précédé le départ de son enfant pour un voyage sans retour.

"Il a échoué les deux années au collège technique faute d'efficacité du système pédagogique avant de passer à la spécialité mécanique, son domaine préféré depuis son enfance (...) Mon fils bénéficiait de toutes les commodités qui garantissent une vie tranquille", a raconté son père qui travaille dans le gouvernorat de Kébili.

En expliquant le désespoir de son fils face à son avenir dans le pays, Rached Dermouli a dénoncé un accès bloqué aux différents types de financements possibles pour lancer de petits projets, ainsi qu'une bureaucratie administrative qui "tue toute étincelle d'espoir auprès de nos jeunes". "La Tunisie ne valait plus rien pour lui. Il pensait même abandonner sa nationalité tunisienne", a-t-il ajouté en soupirant, les larmes aux yeux.

Après 2011 et la chute du président Zine el-Abidine ben Ali, a-t-il dit, ce fléau de l'immigration clandestine "ne cesse de gagner de l'ampleur du fait que les jeunes commencent à perdre confiance en l'Etat et en ses capacités à trouver des solutions à la marginalisation de certaines régions, sans oublier une certaine pression exercée de plus en plus par l'appareil sécuritaire sur ces jeunes".

Un statut facebook qui a bouleverse toute une vie

"L'histoire a commencé à partir d'un statut sur le réseau social Facebook confirmant l'arrivée irrégulière d'un groupe de jeunes, dont plusieurs de notre quartier, en territoire italien", confie à Xinhua l'un des amis proches de Nader Dermouli et qui était en sa compagnie à bord de l'embarcation qui a sombré.

Selon ce jeune chômeur de 25 ans, qui s'exprime sous couvert d'anonymat, leur passeur basé à Sfax leur a demandé 3.500 dinars (1.400 dollars) par personne pour ce voyage clandestin devant partir des îles de Kerkennah situées à une vingtaine de kilomètres au large de Sfax. Ils sont ensuite montés à bord du "Loud", un ferry assurant la liaison entre Sfax et Kerkennah.

"Pour réussir à monter à bord du Loud, on a dû tout donner à des individus visiblement influents sur le quai (...) Une fois arrivés à Kerkennah, on a séjourné pour 48 heures dans une chambre avec six personnes", se souvient-il.

Selon lui, cette opération d'émigration clandestine s'est décomposée en plusieurs étapes avec, à chaque fois, une embarcation les transportant vers une deuxième avant de finir à bord d'une troisième, la plus grande, pouvant transporter jusqu'à une centaine de personnes.

Selon le FTDES citant le ministère tunisien de l'Intérieur, quelque 307 opérations clandestines de ce type ont été interceptées cette année par les autorités en date du 12 décembre, dont 253 au cours du second semestre.

Pour le seul troisième trimestre 2017, les gouvernorats qui ont été le théâtre de ces interceptions sont celui de Sfax (41,42%), suivi de ceux de Bizerte (extrême nord) et de Médenine (sud-est), a précisé l'ONG.

Malgré le risque d'être interceptées par des patrouilles des garde-côtes ou de la Marine, ces opérations d'émigration clandestine à partir de Kerkennah réussissent le plus souvent, assure à Xinhua un jeune de Kerkennah disant s'appeler Aymen, un pseudonyme.

Agé de 19 ans et serveur dans le café de son père, Aymen a été l'un des intermédiaires ayant fait partie des réseaux de passeurs.

Selon lui, pour certaines opérations, le séjour des jeunes migrants pouvait dépasser une vingtaine de jours pour des raisons météo avec, parfois, "50 dinars pour une simple nuit et 5 dinars pour une simple baguette", a-t-il affirmé, estimant que le coût global pouvait atteindre jusqu'à 8.000 dinars (3.200 dollars), incluant les frais de traversée, de nourriture et de location de l'embarcation.

Le rêve d'un eldorado européen

Ayant réussi il y a neuf mois sa première tentative de quitter irrégulièrement la Tunisie depuis Kerkennah, Jalloul N. se trouve aujourd'hui en France chez son frère, après être entré dans l'espace européen via Lampedusa, une île italienne proche de la Sicile et la destination la plus prisée par les clandestins tunisiens.

Retraçant son voyage, Jalloul a confié à Xinhua que son périple illicite lui avait coûté 3.800 dinars (1.500 dollars).

"Notre voyage s'inscrivait dans le cadre de tout un réseau d'émigration clandestine connu pour être l'un des plus sûrs vu les montants demandés, dont un plafond de 5.000 dinars, mais aussi un trajet moins contrôlé et des embarcations puissantes et bien équipées", a-t-il fait raconté.

Originaire d'un des quartiers populaires de Tunis, la capitale, Jalloul a pointé du doigt certains facteurs décisifs dans la décision de tous ces jeunes Tunisiens de quitter définitivement leur pays dont l'échec scolaire, le chômage "et surtout la conquête d'un paradis européen où cohabitent liberté, fortune et confort".

Aux yeux du père de Nader, ces jeunes qui ne cessent de fuir la Tunisie sont tout simplement indifférents aux principales préoccupations du citoyen tunisien telles que les prix, le pouvoir d'achat ou encore le développement régional.

"Le plus important pour eux, ce n'est autre que vivre dans la dignité et avoir une marge de liberté", a souligné Rached Dermouli.

Dans son interview à Xinhua, l'ami de Nader qui a été secouru lors de sa première tentative d'émigration en octobre a assuré qu'il tentera à nouveau de rejoindre la France où vivent plusieurs membres de sa famille.

L'asile et la situation des réfugiés en Tunisie

منظمة العفو تتهم أوروبا بالتحريض على انتهاكات حقوق المهاجرين في ليبيا

Achourouk 08-12-2017

قالت منظمة العفو الدولية اليوم إن حكومات أوروبية "متواطئة" في انتهاكات خطيرة لحقوق الإنسان في ليبيا من خلال دعمها للسلطات هناك، والتي غالبا ما تعمل مع مهربيين وتعذب لاجئين ومهاجرين

وبحسب المنظمة، قدمت الحكومات العازمة على منع الهجرة الإفريقية عبر البحر المتوسط الدعم الليبي عن طريق الاتحاد الأوروبي، ودربت خفر السواحل الليبي، وأنفقت الملايين من اليورو من خلال وكالات تابعة للأمم المتحدة، لتحسين الأوضاع في معسكرات تحتجز ليبيا فيها المهاجرين



وقال جون دالهيوزن مدير برنامج أوروبا بمنظمة العفو الدولية، إن الحكومات الأوروبية لم تكن على علم تام فحسب بهذه الانتهاكات من خلال دعم السلطات الليبية في منع السفر بحرا والاحتفاظ بالأشخاص في ليبيا، بل هي شريك في هذه الجرائم

وقالت المنظمة إن ما يصل إلى 20 ألف شخص، محتجزون حاليا في هذه المراكز، ويتعرضون "للتعذيب والعمل بالإكراه والابتزاز والقتل" ليضاف ذلك إلى اتهامات مماثلة من منظمات حقوقية أخرى خلال الشهور الماضية

وليبيا هي البوابة الرئيسية للمهاجرين الساعين للوصول إلى أوروبا بحرا، رغم تراجع الأعداد بشكل كبير منذ يوليو الماضي، عندما بدأت السلطات وفصائل ليبية في منع عمليات المغادرة بضغط من إيطاليا، التي تعد نقطة الوصول الرئيسية للمهاجرين

مهدي بن غربية: الحكومة تعمل مع مختلف الأطراف على إحداث مراكز لإيواء اللاجئين

Achourouk 14-12-2017

أفاد الوزير المكلف بالعلاقة مع الهيئات الدستورية والمجتمع المدني، مهدي بن غربية، اليوم الخميس، خلال ندوة اقليمية حول "الممارسات الجيدة في مجال حماية اللاجئين والتصرف في تدفقات الهجرة المختلطة" بتونس العاصمة، أن الحكومة تعمل بالتعاون مع المفوضية السامية لشؤون اللاجئين وهيكل المجتمع المدني على إحداث مراكز لإيواء اللاجئين بتونس تحفظ الكرامة الانسانية للاجئ.

وقال بن غربية إن "الحكومة تعمل من منطلق وعيها وادراكها بضرورة توفير مقومات العيش الكريم للاجئين المقيمين على أرض تونس، على إحداث مراكز إيواء تحفظ الكرامة الانسانية وتعطي الأمل للاجئين الوافدين على تونس في انتظار التوصل الى التأسيس القانوني والترتيبي لقضايا اللجوء، مع مراعاة الوضع الجيو استراتيجي الدقيق الذي تمر به البلاد والوضع الصعب في ليبيا الشقيق وذلك بالتعاون مع الهياكل المحلية والجهوية والوطنية والمجتمع المدني وبالتعاون الوثيق مع المفوضية السامية لشؤون اللاجئين".



وأقر الوزير بغياب نصوص قانونية وترتيبية في تونس تقنن إقامة اللاجئين وتحميه وتحدد دوره وواجباته حيال الدولة التونسية التي توفر له الحماية وكذلك واجبات هذه الأخيرة تجاهه، مؤكدا وضوح موقف تونس والتزامها بغوث اللاجئين في اطار من التعاون والتآزر مع مختلف المنظمات الدولية والاقليمية وهاكل المجتمع المتدخل في المجال.

وأشار إلى أنه أكد خلال لقاء جمعه الأسبوع الماضي، ببعض اللاجئين المقيمين بمركز ابواء اللاجئين بمدنين، التزام الدولة التونسية بتوفير الرعاية الصحية والاجتماعية لهم ومؤازرتهم إلى حين ايجاد وضع دائم في تونس ما بعد الثورة التي تنعم بمناخ ديمقراطي تحاول فيه تكريس حقوق اللاجئين بامكانيات محدودة بالتعاون مع كل الفاعلين.

وأبرز في ذات السياق هبة الشعب التونسي في اغائة أكثر من مليون لاجئ من ليبيا في مؤازرة لجهود منظمات المجتمع المدني والمفوضية السامية لشؤون اللاجئين مذكرا بأن تونس صادقت على اتفاقية اوضاع اللاجئين قبل الاستقلال بمقتضى الأمر العلي في 2 جوان 1955 والذي وقع ايداعه في أكتوبر 1957

ولاحظ بن غربية أنه يعول على الندوة الاقليمية المنعقدة على مدى يومين حول "الممارسات الجيدة في مجال حماية اللاجئين والتصرف في تدفقات الهجرة المختلطة"، في اتاحة المجال لتبادل التجارب والممارسات الجيدة في مجال الاحاطة باللاجئين والوافدين في اطار الهجرة المختلطة.

Nécessité de mettre en place un cadre juridique garantissant les droits des réfugiés en Tunisie

Di avec TAP 14-12-2017

Les intervenants à la séance d'ouverture de la rencontre régionale sur "Les bonnes pratiques en matière de protection des réfugiés et de gestion des flux migratoires mixtes" dont les travaux ont démarré, jeudi à Tunis, à l'initiative de l'institut arabe des droits de l'homme (IADH) et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ont mis l'accent sur la nécessité de mettre en place un cadre juridique garantissant le respect de la dignité des réfugiés en Tunisie ainsi que la protection de leurs droits et déterminant leurs devoirs envers

la société.



Le président du conseil d'administration de l'IADH, Abdelbaset Ben Hassen a souligné au cours de cette conférence de deux jours, que le secours des réfugiés n'est pas seulement une question de moyens mais une conviction en la nécessité de respecter la dignité de ces derniers, indiquant que la grande solidarité avec les réfugiés libyens dans le sud du pays au lendemain de la révolution de 2011 constitue selon le HCR l'une des plus grandes actions de solidarité à travers l'histoire.

Il a affirmé que le projet de loi élaboré, depuis 2012, par le ministère tunisien de la justice en collaboration avec les instances et les organisations nationales et internationales revêt une dimension symbolique dans la mesure où, une fois adopté, il constituera une première du genre dans le monde arabe.

L'importance de ce projet de loi réside, selon Ben Hassen, dans le fait qu'il contribuera à promouvoir le système des droits de l'homme en Tunisie et consacrer l'égalité des droits.

Le représentant du bureau du HCR à Tunis, Mazen Abou Chanab a mis en exergue l'engagement de la société civile en faveur de la cause des réfugiés en Tunisie.

L'ambassadrice de Suisse en Tunisie, Rita Adams a déclaré que la question des réfugiés est une question qui intéresse aussi bien les pays du nord que du sud, indiquant que la Suisse et la Tunisie s'emploient dans le cadre du programme sur l'immigration et la protection des catégories vulnérables, à agir pour renforcer la transition démocratique en Tunisie et à consolider la coopération dans le domaine de l'immigration au niveau du financement des projets relatifs à la mise en place du cadre juridique réglementant la question de l'immigration et de la gestion commune des frontières.

Le programme de la conférence comporte trois séances scientifiques consacrées à l'échange d'expertises au sujet des bonnes pratiques en matière de protection internationale des réfugiés, au complémentarité des rôles entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et à la gestion des situations de crises humanitaires.

Vers la création d'un centre d'accueil en Tunisie

Le ministre chargé des Relations avec les Instances constitutionnelles, la Société civile et les Droits de l'Homme, Mehdi Ben Gharbia, a fait savoir, hier, que le gouvernement oeuvre, actuellement, en collaboration avec le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et les composantes de la société civile, à créer un centre d'accueil pour les réfugiés en Tunisie. S'exprimant lors d'une rencontre régionale, à Tunis, sur le thème «Les bonnes pratiques en matière de protection des réfugiés et de gestion des flux migratoires mixtes», Ben Gharbia a reconnu l'absence de textes de loi en Tunisie portant sur le statut des réfugiés et fixant leurs droits et devoirs, soulignant l'engagement de la Tunisie à venir en aide à cette catégorie. Il a, dans ce contexte,

rappelé la solidarité dont a fait preuve le peuple tunisien envers les réfugiés libyens, soulignant que la Tunisie a ratifié la convention relative au statut des réfugiés avant l'indépendance. Le ministre a, par ailleurs, souligné l'importance de cette rencontre dont les travaux se poursuivront pendant deux jours, dans l'échange d'expériences et de bonnes pratiques en matière de prise en charge des réfugiés.

Tunisie : Appel à promulguer des lois nationales pour protéger les réfugiés

Di avec TAP 16-12-2017

La déclaration de Tunisie sur "les bonnes pratiques en matière de protection des réfugiés et de gestion des flux migratoires mixtes" a mis l'accent sur la nécessité de promulguer des lois nationales à même de fournir la protection aux réfugiés et demandeurs d'asile et de garantir le

respect des droits de l'Homme conformément aux conventions internationales et régionales.

La déclaration issue de la rencontre régionale sur “les bonnes pratiques en matière de protection des réfugiés et de gestion des flux migratoires mixtes” organisée les 14 et 15 décembre 2017 à Tunis a également souligné la nécessité de promulguer des législations nationales qui s'inspirent de la convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

Les participants à cette rencontre ont exhorté les pays et les organisations gouvernementales et non gouvernementales à accorder plus d'intérêt aux catégories les plus démunies à l'instar des femmes et des enfants sans soutien familial.

La déclaration a appelé à la nécessité de respecter les principes inscrits dans les conventions internationales et les traités régionaux relatifs notamment au droit d'asile et à la protection des réfugiés et à collaborer ensemble afin de trouver une solution à ce fléau.

Les participants ont, à cet égard, appelé à faire du 15 décembre, une journée annuelle des bonnes pratiques en matière de protection des réfugiés et de gestion des flux migratoires mixtes.

ممثل المفوض السامي لشؤون اللاجئين: لا نية لإقامة مخيمات للمهاجرين في تونس

الثلاثاء 19 ديسمبر 2017



Partager 0

J'aime 0

G+



قال ممثل المفوض السامي لشؤون اللاجئين عن مكتب تونس، مازن أبو الشنب، إنه لا وجود لأية نية لدى المفوضية لإقامة مخيم بأية منطقة بالبلاد التونسية لإيواء اللاجئين أو المهاجرين الذين سيتم ترحيلهم من ليبيا بسبب سوء معاملتهم وبيعهم في أسواق للعبيد هناك، وفق قوله. وأوضح ذات المصدر، في تصريح لـ (وات) (على هامش دورة تكوينية انطلقت، أمس بجزيرة حول حماية اللاجئين والهجرة المختلطة وكيفية التعامل معها، أنه يرجح أن يتم ترحيل هؤلاء المهاجرين من ليبيا إلى بلدانهم بالنيجر والتشاد وغيرها عبر جسر جوي، مشيراً إلى أن المفوضية لديها مكتب في ليبيا يهتم بمتابعة هذه الوضعيات. وأضاف المسؤول الأممي أنه إذا ما وصلت حالات إلى تونس فإنه يتم التعامل معها حالة بحالة دون أن يقتضي الأمر إقامة مخيم، مبرزا أن 650 لاجئاً مسجلون حالياً في تونس أغلبهم من السوريين مع وجود حالات غير مسجلة، بينما يبلغ عدد اللاجئين بولاية مدين بين 280 و 300 لاجئ. يشار إلى أنه يشارك في هذه الدورة التكوينية التي تنظمها المفوضية وشريكها الهلال الأحمر التونسي 45 متطوعاً سيتلقون تدريباً طيلة 3 أيام لحسن التعامل مع مسائل اللجوء والهجرة وذلك في سياق نشاط سنوي دأبت المفوضية وشركاؤها على تنظيمه سنوياً لتكوين رصيد من المتطوعين.

(وات)

Tunisie : Bientôt à Sfax un siège de l'instance nationale de lutte contre la traite des personnes

Di avec TAP 19-12-2017

La présidente de l'instance nationale de lutte contre la traite des personnes, Raoudha Laabidi a indiqué mercredi, lors d'une journée d'étude organisée à Sfax sur la lutte contre la traite des personnes, qu'un siège de l'instance sera créé fin de ce mois, une stratégie de travail sera annoncée ainsi que des numéros verts seront mis en place pour faciliter le contact.



L'instance a pris en charge sur différents plans, durant cette année, plusieurs cas portant sur la traite des personnes, a encore ajouté Laabidi.

Les cas qui étaient pris en charge en Tunisie n'étaient pas classés dans le cadre de phénomène de traite des personnes, selon Laabidi, estimant que la Tunisie n'est pas à l'abri de ce phénomène.

La traite des personnes est un crime en premier lieu et les différents intervenants doivent être conscient de ce danger pour se prémunir et infliger les sanctions les plus sévères contre les auteurs de ce crime, a précisé Laabidi.

Pour sa part le délégué à la protection de l'enfance à Sfax, Mounir Ajengui a signalé qu'en 2017 le bureau régional de Sfax à la protection de l'enfance a enregistré 30 alertes de traite des enfants.

Selon les statistiques de 2016, quelque 141 enfants ont été contraints de pratiquer la mendicité ou exploités économiquement, 635 enfants ont été exploités sexuellement et 136 enfants étaient exploités dans des crimes organisés, a notamment ajouté la même source.

Il convient de rappeler que cette journée a été organisée à l'initiative du bureau régional à protection de l'enfance et le commissariat régional à l'éducation avec le soutien l'organisation internationale pour les migrations (OIM).

